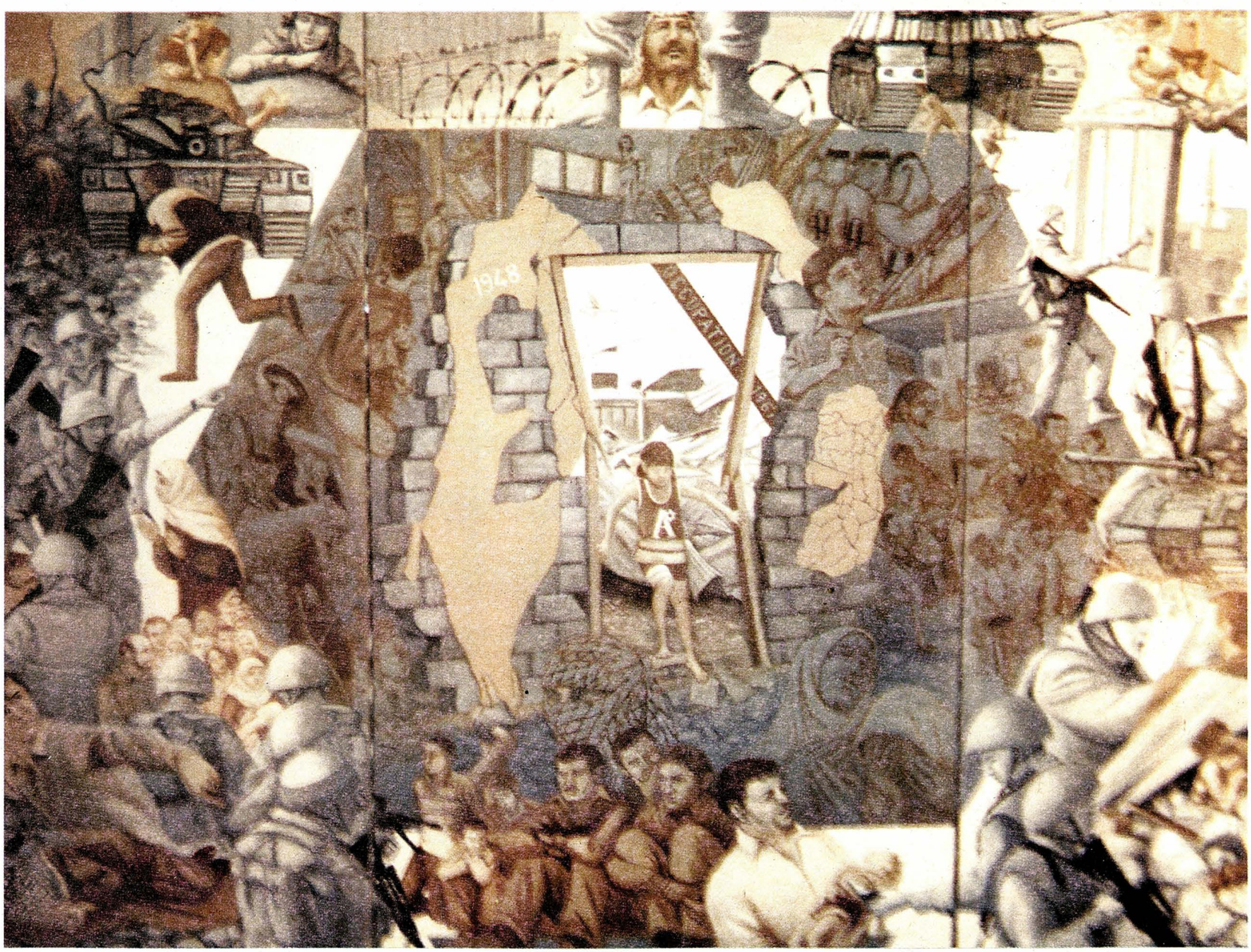
le monde libertaire
hebdomadaire de la fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Israël-Palestine

Les murs de la haine et des lamentations



M 02137 - 1425 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Ces masses aveuglées se passionnent malheureusement encore trop souvent pour des mensongres qui n'ont d'autre but que de leur faire servir [...] les intérêts des classes privilégiées. »

Michel Bakounine

hebdo n° 1425

du 9 au 15 février 2006

Sommaire

Un nouveau mur des lamentations, par Jean-Pierre Garnier, *page 3*

SEB, c'est cuit !, par D'jo, *page 5*

L'autruche, c'est pas du cochon, par F. Ladrisse, *page 5*

Enseignants ou flics, il faut choisir, par Josef Ulla, *page 6*

Palestine, un tsunami intégriste ?, par Eric Vilain, *page 8*

Check-point et tramway colonial, *page 12*

Militaire rime avec nucléaire, par Daniel, *page 14*

Toujours le cochon..., par Nestor Potkine, *page 16*

La Charte d'Amiens, par David Rappe, *page 17*

La chasse aux pauvres en toutes saisons, par Patrick Schindler, *page 19*

Chauffe, chauffe la Terre ! par Alex, *page 20*

Maurice Rajsfus et la flicaille, par Sita Jacaré, *page 23*

Les services publics dans le dernier *Réfractions*, *page 25*

L'appel à la peine de mort, par J. Lesage de La Haye, *page 26*

Agenda, *page 27*

Dossier Israël-Palestine

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Éditorial

COMMENT faut-il nommer ce début de XXIe siècle ? Grand bond en arrière ou régression tous azimuts, on sait plus que penser. Tout ce que le mouvement ouvrier avait gagné sur les profits patronaux, protection sociale, qualification professionnelle reconnue… tout ce qui constituait le Code du travail part en lambeaux. Côté culture, *Les Bronzés 3* (dont au moins deux acteurs sont amis du ministre de l'Intérieur !) fait un tabac au box office. Henri Langlois, figure emblématique de la Cinémathèque française, doit se retourner dans sa tombe.

Côté débat d'idées, ce qui reste du « siècle des Lumières » semble bien assombri par l'obscurantisme religieux. Aux oubliettes Voltaire, Diderot et Beaumarchais (« Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur », toujours à la une du *Figaro* !).

Dans l'affaire des caricatures de Mahomet, tout le monde, dessinateurs de métier ou pas, a en tête des dessins satiriques d'il y a vingt ou trente ans et se demande si aujourd'hui ils pourraient être publiés ou pas. Cela concerne tous les dessins et caricatures et pas seulement ce qui en ce début de février 2006, agite les médias. Reiser, collaborateur émérite de *Hara-Kiri* des années 1960, ne pourrait-il pas être interdit aujourd'hui ?

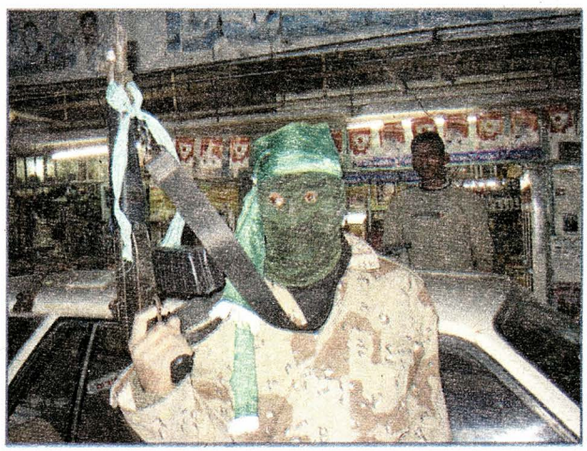
L'intégrisme religieux se nourrit de la pauvreté et de l'inculture, mais tant qu'il s'accommode des lois du marché, il a droit au respect des partisans politiques de l'État policier.

Il n'y a pas eu en Europe de caricature de Bouddha, de Brahma ou de Shiva, donc le métallurgiste indien de Mittal Steel peut continuer son OPA sur Arcelor dans un nouvel épisode de la bataille de l'acier. En Inde, dans les chantiers d'Alang qui sont censés accueillir le *Clemenceau* et son amiante, les travailleurs sont payés de 1 à 2 piastres par jour (30 à 60 euros par mois). Ils proviennent en majorité de provinces « arriérées », de souche paysanne, pauvres et analphabètes. Le capitalisme à la sauce indienne peut se montrer conquérant dans la vieille Europe !

Il y a quelques années, aux Chroniques syndicales de Radio libertaire, nous avions reçu des camarades de Citroën Aulnay qui nous racontaient comment ils avaient été recrutés au Maroc dans le Haut-Atlas. Ils avaient des muscles et ne savaient pas bien lire et écrire. Quelque années plus tard en France, ils étaient syndiqués et en grève. La même chose peut arriver en Inde !

Quant à notre douce France et à la bataille du contrat première embauche, ça suit son bonhomme de chemin. On aimerait être sûrs que ça aille plus loin.

Un nouveau mur des lamentations



Jean-Pierre Garnier

LE CONCERT de jérémiades et les cris de désolation émanant du complexe politico-médiatico-intellectuel hexagonal au lendemain de la victoire électorale du Hamas serait à pleurer, s'il n'était pas, tout compte fait, risible.

« L'effrayante victoire du Hamas », titrait l'hebdomadaire *Marianne*, trois jours après l'annonce des résultats des élections législatives palestiniennes. Un titre qui résumait à lui seul les déplorations affichées, à quelques rares exceptions près, par l'ensemble de la corporation médiatique et, plus largement, par tout ce que la France compte de commentateurs patentés de l'« actualité du Proche-Orient ». Comme à l'accoutumée, les uns et les autres se faisaient l'écho, quand ils ne les anticipaient pas, des réactions attendues des gouvernements occidentaux qui ne pouvaient manquer de s'indigner, ou feindre de le faire, de l'arrivée au pouvoir d'une « organisation terroriste ». Et par la voie des urnes, de surcroît.

Au regard des pratiques présentes ou passées des membres qui le composent, le directoire mondial du capitalisme globalisé, plus connu sous l'appellation de « communauté internationale », n'apparaît pourtant pas des plus qualifiés pour se poser en fer de lance d'une croisade antiterroriste. Pas plus que l'Union européenne, l'une des branches continentales de ce directoire, qui, par la bouche unanime de ses ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles, a tenu à signaler, pour justifier le chantage aux subventions qu'elle s'apprêtait à exercer au détriment d'électeurs qui avaient eu le tort de mal voter, que « la violence et la terreur sont incompatibles avec les processus démocratiques ».

Outre qu'elles s'accommodent fort bien du terrorisme d'État pratiqué en interne par certains régimes amis, y compris islamistes parmi les plus intégristes quand cela les arrange, ces entités burlesques ne se soucient guère non plus des centaines de milliers de morts parmi la population civile provoquées par les embargos auxquels elles jugent bon de soumettre de temps à autre les « États voyous ». Avec les « guerres humanitaires » menées contre ces mêmes États ou d'autres jugés dangereux pour le « nouvel ordre mondial », ces blocus mortifères constituent les deux mamelles de ce qu'il faut bien nommer un terrorisme d'État agissant à l'échelle planétaire. À tout cela s'ajoute le scandale, qualifié de « récent » parce qu'on fait mine de le découvrir, des détentions arbitraires, séquestrations, tortures, exécutions extra-judicaires et autres « disparitions », qu'elles soient sous-traitées et délocalisées ou non, d'« ennemis combattants » ou supposés tels, de l'Occident.

Les États ayant commis ou couvert ces hauts faits, plus quelques autres qu'il semble inutile de rappeler ici, mériteraient de figurer eux-mêmes en bonne place sur la liste des organisations terroristes qu'ils ont dressée. Autant dire que le quartet (États-Unis, Europe, Russie et ONU), qui redonne de la voix depuis quelques jours, pourrait peut-être mettre un bémol aux injonctions qu'il adresse au Hamas victorieux à « s'engager en faveur de la non-violence ». Ou alors, qu'il intime à l'État hébreu d'en faire de même, en commençant par mettre un terme à cette violence initiale à la fois injuste et injustifiable qu'est la colonisation et l'occupation des territoires situés au-delà de la « ligne verte ».

On sait, cependant, ce qu'il en est : qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements sionistes n'ont cessé de refuser obstinément les propositions européennes et étasuniennes d'envoi d'une force internationale sur une frontière reconnue par tous sauf par eux-mêmes, considérant comme un chiffon de papier la résolution 242 votée il y a des lustres par l'ONU. Inutile, donc, de leur

demander s'il comptent faire cesser l'occupation. Ehoud Olmert, le Premier ministre par intérim, a pris les devants en faisant savoir qu'il ne renoncerait jamais « aux blocs de colonies juives, ni à Jérusalem-Est ». Or, voici le Hamas, qui n'a été impliqué dans aucune opération militaire depuis un an, respectant une trêve qu'Israël a continuellement violé durant la même période, maintenant sommé de déposer les armes sans plus attendre.

« Le problème du Hamas n'est pas tant l'idéologie que les armes, et on ne discute pas face à des armes », avait asséné, quelques mois auparavant, l'insubmersible Shimon Pérès, devenu le numéro 2 du gouvernement d'Ariel Sharon. Le problème des sionistes est de ne pas avoir encore compris qu'en ce qui les concerne, seules les armes peuvent les amener à discuter. Ainsi voudraient-ils, relayés par leurs réseaux d'influence à l'étranger, qu'Israël puisse continuer à utiliser ses tanks, ses missiles et toute l'artillerie lourde pour maintenir par la force son occupation, mais que cesse la résistance armée à l'occupant sous prétexte qu'elle seule, selon ce dernier, relèverait du terrorisme. Ce qui, s'agissant de l'État hébreu, s'appelle avoir la mémoire courte

Pour ce qui est d'Israël, en effet, nul n'ignore que son droit à l'existence, menacé aujourd'hui, dit-on, par l'installation éventuelle du Hamas aux leviers de commande d'une soi-disant autorité placée sous tutelle, a tout de même été conquis au prix de sanglantes actions contre le mandataire britannique, d'abord, puis d'exactions, plus sanglantes encore, contre les habitants de Palestine, commises par des organisations telles l'Irgoun, la Haganah ou le groupe Stern qui n'avaient rien de caritatives. La plupart des premiers dirigeants du nouvel l'État en étaient issus sans que cela ne conduise les gouvernements occidentaux, leurs idéologues et leurs plumitifs à contester son caractère démocratique. Pas plus d'ailleurs que les méthodes mises en œuvre ensuite par ces dirigeants ou leurs successeurs pour préserver puis agrandir l'espace vital du peuple juif: massacres de villageois, bombardements de représailles, assassinats plus ou moins bien « ciblés », « mauvais traitements » des résistants ou des suspects, destructions de maisons, assèchement de points d'eau, arrachages d'oliviers, etc. Et pour couronner le tout, l'édification d'un nouveau mur de la honte jugé illégal par la Cour internationale de Justice.

Dans la série « La mémoire courte », tous ceux qui, parmi nos éditorialistes, nos spécialistes et autres voix autorisées à dire n'importe quoi sur le Moyen-Orient, gémissent à l'idée que « l'ennemi juré d'Israël » ait pu l'emporter sur le Fatah, feraient bien de se souvenir aussi des faveurs dont le premier avait jadis bénéficié de la part de l'État sioniste pour mettre des bâtons dans les roues du second. Aux yeux des stratèges israéliens, en effet, l'essor d'une mouvance islamiste au sein du mouvement de libération palestinien devait permettre de contrer l'influence de l'organisation d'Arafat, mais aussi celle du Front populaire de libération de la Palestine et du Front démocratique et populaire de la libération de la Palestine, tous deux fortement influencés par les idéaux progressistes et anti-impérialistes. C'est pourquoi les dirigeants sionistes avaient considéré d'un œil pour le moins bienveillant la fondation, dans les années 70, du Moujama al-Islami par le cheik Ahmed Yassine, chef de ce qui devait devenir par la suite le Hamas - et qu'ils feraient assassiner par la suite -, allant jusqu'à aider au financement d'écoles coraniques, des institutions religieuses à but social et même des mosquées. Avec trois objectifs: affaiblir de leader de l'OLP en laissant faire un rival potentiel; ensuite, diviser la résistance palestinienne; enfin, barrer la route à deux organisations laïques, qui, au grand déplaisir des agents de la CIA œuvrant dans la région et, plus largement, d'une administration étasunienne en pleine croisade contre l'« Empire du Mal », se réclamaient du socialisme voire, dans le cas du FDPLP, du marxisme.

Nul n'ignore, en effet, même s'il est de bon ton de l'oublier, que la régression de la politique au religieux dans le monde musulman a été sciemment encouragée par les États impérialistes, États-Unis en tête. Pendant une trentaine d'années, tout a été mis en œuvre pour étouffer toute forme d'opposition d'inspiration nationaliste ou socialiste à leur domination, que ce soit au Moyen-Orient ou en Afghanistan. Quel que puisse être le jugement que l'on porte sur le panarabisme ou le « socialisme » nassérien ou baasiste des années 60, et sur les régimes autoritaires pour ne pas dire dictatoriaux qui les avaient pris pour drapeau, ces idéologies exprimaient tout de même l'aspiration des peuples concernés à sortir de la situation d'oppression et d'humiliation où l'Occident capitaliste les avaient maintenus par le truchement de régimes encore plus oppressifs et plus corrompus. En empêchant l'expression *politique* de cette volonté – que cela plaise ou non, le nationalisme ou le socialisme, participent de la politique –, il est logique qu'elle emprunte d'autres voies, au risque de se dévoyer: racisme xénophobe, fanatisme mystique, communautarisme identitaire, etc. À cet égard, le retour du fondamentalisme et de l'intégrisme n'est qu'un retour du refoulé facilité par ceux-là mêmes qui en font maintenant les frais. Autrement dit, les terroristes islamistes ne tombent pas du ciel, si j'ose dire, mais sont l'un des produits d'une *politique* visant à *verrouiller toute issue politique* à l'aspiration des peuples des pays musulmans à vivre dans un monde moins injuste ici-bas.

Que dire alors du Hamas, sinon que cette organisation « extrémiste » s'assagira comme bien d'autres au fur et à mesure que ses leaders et ses cadres seront confrontés aux responsabilités gouvernementales, aussi restreintes soient elles. Sans aller jusqu'à augurer, comme le fait David Frum, le très réactionnaire coauteur du discours de Bush sur l'« Axe du Mal », que « le Hamas va devenir aussi corrompu que la Fatah », on peut prévoir que le « principe de réalité » auquel il devra se soumettre s'il veut faire la preuve de ses capacités gestionnaires aura tôt ou tard raison de sa radicalité.

Certes, dans son article 11, la Charte du mouvement de la résistance islamique, adoptée en 1988, « considère que la terre de la Palestine est une terre islamique confiée aux générations musulmanes jusqu'au jour du Jugement dernier », précisant que « personne n'a le droit d'y renoncer, ce serait-ce qu'à une partie ». Ce qui revient à priver Israël de toute légitimité. Mais, que ceux qui se lamentent devant pareille intransigeance se rassurent. S'ils avaient pris la peine de lire le programme électoral du Hamas, ils auraient pu noter qu'il ne fait pas mention de cette charte. Et s'ils avaient prêté attention aux déclarations publiques de certains leaders du Hamas, ils auraient relevé que le « péril vert » dont cette organisation est supposée être l'une des incarnations est peut-être moins redoutable qu'ils l'imaginent.

Dans un entretien accordé à l'agence Reuters en septembre 2005, par exemple, Mohammed Ghazal, responsable du Hamas à Naplouse, avait indiqué qu'il était « prématuré de parler de la reconnaissance d'Israël tant qu'Israël ne reconnaît pas les Palestiniens comme victimes ». « Mais notre charte n'est pas le Coran, ajoutait-il, et nous pourrions négocier avec Israël, à partir du moment où Israël se retire des territoires conquis en 1967, c'est-à-dire Jérusalem-Est et la Cisjordanie. Cela permettrait la création d'un État palestinien et le droit au retour des Palestiniens réfugiés de 1948, ainsi que de leurs descendants. » Un langage qui, aux yeux des islamistes, pourrait apparaître quelque peu blasphématoire. Mais il devrait au moins rassurer les juifs et les croisés, comme dirait Ben Laden! **J.-P. G.**

SEB, c'est bien ?

Cette semaine, devrait être annoncée officiellement la fermeture, dans un délai de deux ans, de plusieurs usines du groupe SEB en France. 1 000 emplois sont concernés, 1 000 travailleurs, 1 000 foyers, 1 000 futurs chômeurs...

SEB au bord de la faillite ?

SEB (qui regroupe Moulinex, Téfal, Rowenta, Calor et bien d'autres) a réalisé un chiffre d'affaires de 2,463 milliards d'euros en 2005. Seulement, voilà, en France, il y aurait une diminution de ce chiffre d'affaires de 5,3 %, et de 2,6 % dans le reste de l'Europe. Mais il augmente considérablement dans le reste du monde (+ 59,3 % en Amérique du Sud). Au final, le groupe progresse de 7,6 %: pas de quoi pleurnicher !

Voyons ce que représente une baisse de 6,3 % de bénéfices pour SEB: en septembre 2005, le bénéfice net du groupe était de 24 millions d'euros au premier semestre 2005, par rapport au résultat de 25 millions d'euros réalisé au premier semestre 2004. Toujours bénéficiaires de 24 millions d'euros, et ils trouvent le moyen de nous dire qu'il faut les comprendre et que la restructuration est inévitable pour rester compétitif, mais compétitif pour qui ? Vraisemblablement, plus pour M. de la Tour d'Artaise et son salaire annuel d'un demi-million d'euros que pour M. Tout le Monde qui gagne le SMIC et qui va bientôt être licencié !

Et le travailleur dans tout ça ?

Les 24 millions, il n'en verra jamais la couleur ! Il n'a que les quelques sous que veut bien lui reverser SEB pour le remercier du travail accompli, et quel travail ! Car c'est bel et bien les salariés de l'entreprise qui créent ses richesses. Pourtant, cette semaine, ce sont eux que l'on remerciera en les mettant à la porte.

À qui la faute ?

Inévitablement, c'est la Chine qui est pointée du doigt. Il faut bien trouver une excuse et utiliser le vol du travail par les étrangers; cette tactique a fait ses preuves ces dernières années. Pourtant, ce que nous retenons, c'est bien une volonté patronale de faire toujours plus de profit, d'être le plus rentable possible, peu importe si les salariés doivent payer le prix fort.

La logique de toujours plus de croissance est la condition sine qua non de la survie du capitalisme.

On ne peut lutter contre cette logique sans lutter contre le capitalisme.

Vive l'anarchie !

Vivement la révolution !

D'jo

Groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

Quand l'autruche éternue...

Tout

« On fait tout pour les banlieues et on oublie nos 30 000 villages ! » F. Nihous, de Chasse, Pêche, Nature et Belote.

C'est vrai ça, c'est pas juste... C'est toujours pour les mêmes, les compagnies de CRS ! Mais si Saint-Josse propose, dans son programme présidentiel, de les envoyer se promener dans nos vertes campagnes, Cpnt risque de faire un carton dans le 93.

Quand même

« J'ai quand même écrit un livre. Il y a un certain nombre de réflexions ». Jospin.

Un livre, 200 pages, en quatre ans... Bel effort ! Finalement, Jospin, c'est un de ces retraités désœuvrés essayant de faire croire aux voisins qu'il est toujours en activité.

Ringards

« Les modernes, c'est nous ». Galouzeau de Villepin.

La querelle des anciens contre les modernes... c'est pas un peu ringard, cette histoire ?

Nécessité

« C'est une nécessité de s'adapter au reste du monde. Et le reste du monde travaille plus que nous. » Kouchner.

De plus en plus à gauche, le brave docteur...

La nuit des Césars

« Tapie candidat ? L'extrême gauche serait obligée d'aller chercher José Bové pour ne pas disparaître. » J.-M. Lech, Ipsos.

Sarko lancerait alors Christian Clavier contre Patrick Bruel, du Ps, pendant que Jean-Pierre Coffe, divers droite, tenterait de barrer la route au trotskard Guy Marchand... Et c'est bien sûr Roger Hanin qui, au final, l'emporterait.

Un gueux

« Un Premier ministre doit souffrir. » Bussereau, ministre de l'Agriculture.

Mais il souffre Galouzeau, il souffre !.. Songez donc: il y a peu, d'éminents généalogistes ont étudié son cas et en ont conclu que, malgré la particule, de Villepin n'appartenait pas à la noblesse française. C'est atroce, mais c'est ainsi. Galouzeau n'est qu'un gueux.

La bande de Neuilly

« Notre esprit de bande il vient de là, de mai 1968. Nous sommes des soixante-huitards. » Christian Clavier, de l'UMP.

Et c'est sur les barricades que tu as rencontré ton ami Sarkozy ?

Grand guignol

« Si Jospin se présente pour l'investiture, je pourrais aller très loin. » Tapie.

Quelque chose me dit qu'il y aurait entre ces deux-là quelques vieux comptes à régler. La menace est à peine voilée: si Jospin se présente, Tapie se présente aussi, na ! Et dire que le grand guignol ne fait que commencer...

On a compris

Si ça vous semble clair, vous avez probablement mal compris ce que j'ai voulu dire. » Greenspan, directeur de la Banque centrale.

Principe numéro un de la sémantique libérale: plus on comprend, moins on comprend. Est-ce clair ?

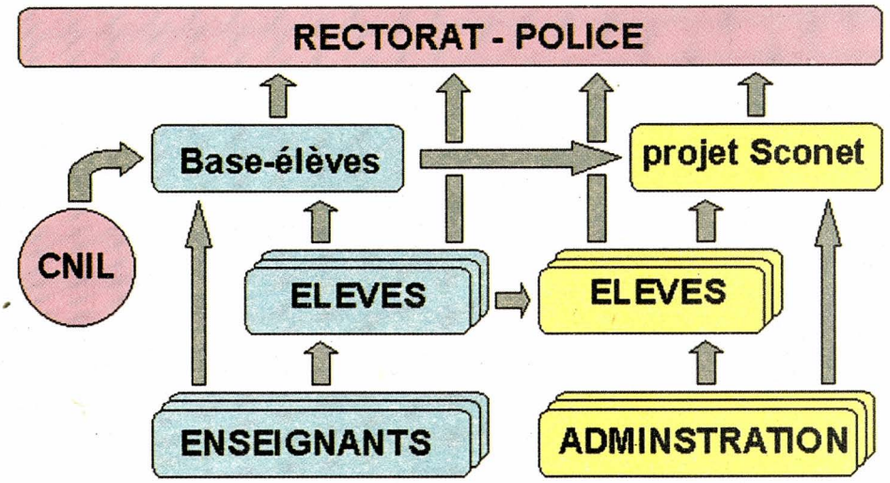
Frédo Ladrisse

(sources: l'Express, Libération, le Parisien, Politis)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Base-élèves

Les enseignants ne sont pas des flics !



Josef Ulla

Depuis septembre 2005, « Base-élèves », un système de fichage des élèves, scolarisés depuis l'âge de 3 ans jusqu'au CM2, est expérimenté dans vingt et un départements français.

Cette base-élèves est un système de saisie et de gestion informatiques par Internet de tous les élèves des écoles maternelles et élémentaires. Il est appelé à être généralisé en septembre 2006. Cette base-élèves prévoit que toutes les données (familiales, sociales, scolaires et identitaires) concernant les élèves soient transférées par les directeurs d'école à l'Inspection de l'Éducation nationale, à l'Inspection académique, puis au Rectorat pour terminer au fichier national de l'Éducation nationale via Internet.

Alors que l'air du temps est au sécuritaire, tous les discours de gestion de l'Éducation nationale ne nous ôteront pas de l'esprit qu'un tel outil de fichage des élèves est dangereux car il n'y a aucune assurance sur l'utilisation d'un tel fichier disponible sur internet... Login et mots de passe ne sont en rien des sécurités comme l'explique le livre de Jacques Henno, *Tous fichés*, paru aux éditions Télémaque.

Autre élément qui ne laisse aucun doute sur les objectifs avoués ou non de cette Base : que cachent ces items « réseau », « nationalités » ?

Autant d'éléments qui amènent les remarques suivantes :

– La divulgation et l'utilisation d'informations strictement privées peuvent s'avérer dangereuses dans cette période du « tout sécuritaire ». La divulgation d'informations privées, si elle se révélait effectivement demandée, ne représente-t-elle pas pour nous un risque de dérive vers d'autres utilisations « extra-scolaires » ? À ce jour, personne ne peut répondre par la négative.

– La centralisation des données est prétendument motivée par des besoins statistiques. En quoi l'introduction d'une logique de fichage de type comptable, motivée par un besoin de statistiques toujours plus important, peut-il être utile aux besoins éducatifs, pédagogiques des jeunes ? Cela laisse-t-il encore la possibilité aux enseignants d'une approche humaine de chaque situation ?

Sous un anodin instrument de gestion, se cache la mise en œuvre des objectifs de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), favorisant le passage d'une « culture de moyens à une culture de résultats ».

Toutes ces mesures sont à rapprocher du « rapport Benisti », commandé par le gouvernement concernant le risque de « comportements déviants » des enfants dès leur plus jeune âge, notamment en rapport avec leur

Josef Ulla milite à Sud-Éducation, Aveyron.

langue maternelle; rapport qui amalgame « délinquance » et « familles issues de l'immigration », qui propose une « culture du secret partagé » et qui a fortement inspiré la loi sur la délinquance du ministre de l'Intérieur et les lois Perben II qui considèrent comme potentiellement délinquante toute « personne présentant des difficultés sociales, éducatives ou matérielles », donc à signaler à la police via le maire.

À ce jour, peu de réactions hostiles en France. Dans le milieu enseignants, des réactions se sont manifestées dans quatre départements pilotes (14, 61, 66 et 12). Les syndicats départementaux y appellent à la vigilance, mais aucune réaction au niveau national pour le moment. Sud-Éducation Aveyron qui, l'an passé, a empêché la création de personnel relais dans les écoles, au service des commissaires de police, appelle au boycott de cette expérimentation. Mais il faut aller plus loin: il faut un mouvement d'ampleur dénonçant le fichage systématique de la population.

Un peu d'histoire

L'été 2004, la nouvelle loi Informatique et Liberté est votée avec un objectif: revoir à la baisse les prérogatives de la CNIL, libéralisant et privatisant ainsi le fichage de la population. Cette loi retire à la CNIL ses pouvoirs de sanction et de veto en matière de fichiers policiers, et légalise la création, par les sociétés de perception de droits d'auteurs, de fichiers d'« auteurs présumés d'infraction ».

Dans la foulée...

En septembre 2004, à Rennes, l'Inspection d'académie a envoyé un courrier aux directeurs et directrices des écoles pour retrouver la présence d'un élève. Le courrier ne mentionnait pas le motif de la recherche. Un directeur a répondu. C'est ainsi que Randy, 6 ans, élève de l'école Georges-Clemenceau où il venait de faire son entrée au cours préparatoire, s'est retrouvé en centre de rétention avec sa mère, déboutée du droit d'asile et expulsable.

En octobre 2004, à Metz, deux enfants de 3 et 6 ans sont emmenés avec leurs parents au centre de rétention de Lyon. La police avait demandé aux enseignants de les retenir à l'école après l'heure de la sortie pour pouvoir venir les enlever sans provoquer trop d'émoi.

À Nantes, des gendarmes sont passés dans plusieurs écoles, sans avoir préalablement averti les directeurs et directrices. Ils étaient à la recherche d'un enfant étranger. L'inspecteur d'académie envoie des courriers dans les écoles publiques et privées pour rechercher des élèves, tous étrangers.

Le 30 novembre 2004, Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, militants et enseignants de l'Éducation nationale comme de l'école libertaire Bonaventure, ont été placés en garde à vue, la police les accusant d'avoir accueilli et hébergé entre 1998 et 2001, au sein de l'école Bonaventure puis à leur domicile, un enfant de 8 ans aujourd'hui, enfant dont les parents ont été arrêtés le 3 octobre.

Le 12 décembre 2004, la Base-élèves reçoit l'aval de la nouvelle CNIL.

En février 2005, le projet Sconet, base de fichages des élèves des collèges et lycées, est lancé dans laquelle sont notamment rentrées des données sur les sanctions des élèves, leurs présences, le règlement des cantines, etc.

En septembre 2005, la Base-élèves est expérimentée dans des écoles.

En janvier 2006, la base Sconet démarre dans les collèges et lycées.

Et ce 17 janvier 2006, l'Inspection académique de l'Oise envoie ce courriel aux proviseurs des lycées et lycées professionnels:

« Mesdames et Messieurs les proviseurs de lycées et lycées professionnels,

« Lors du prochain comité d'administration régionale sera abordée la question des élèves de nationalité étrangère sous menace de reconduite à la frontière. Un bilan doit être transmis à cette fin à Madame le Recteur pour le vendredi 20 janvier.

« À la demande de Monsieur l'inspecteur d'académie, il serait souhaitable de disposer d'un bilan départemental sur la question. Vous serait-il possible de m'indiquer (par courrier électronique):

« 1. Le nombre d'élèves mineurs susceptibles, de part la situation de la famille, de faire l'objet d'une telle mesure et scolarisés dans votre établissement (et dont vous auriez connaissance, bien entendu).

« 2. Pour les élèves majeurs sous la menace d'une reconduite à la frontière, leurs noms, nationalités et résultats scolaires.

« En vous remerciant par avance,

« Harald Renout, chef de la division de la scolarité, Inspection académique de l'Oise. »

Qui peut encore croire que ceux qui alertent sur ces risques de fichage se font de vaines craintes?

Il faut réagir: Les enseignants ne sont pas des flics! Il faut alerter la population, notamment les parents d'élèves.

À leur insu, et avec la collaboration du monde de l'éducation, un fichage de leurs enfants se prépare.

Appeler à la vigilance est insuffisant; il faut appeler à la désobéissance civile pour que les enseignants refusent de cautionner ce fichage et ne deviennent pas les rouages d'une politique sécuritaire aujourd'hui, et fasciste demain.

J. U.

Palestine

Un tsunami intégriste ?

Au terme d'une élection faite sous surveillance internationale, les Palestiniens ont voté malgré les conditions très dures de l'occupation, les restrictions de circulation imposées par l'occupant israélien à Jérusalem-Est et les raids israéliens qui ont continué jusqu'au jour même de l'élection. L'ébahissement général des médias internationaux faisait peine à voir. Pourtant, il faudra bien se rendre à l'évidence que la légitimité du parlement palestinien et du gouvernement qui va être constitué est aussi grande que celle de la Knesset israélienne et du gouvernement israélien.

Éric Vilain

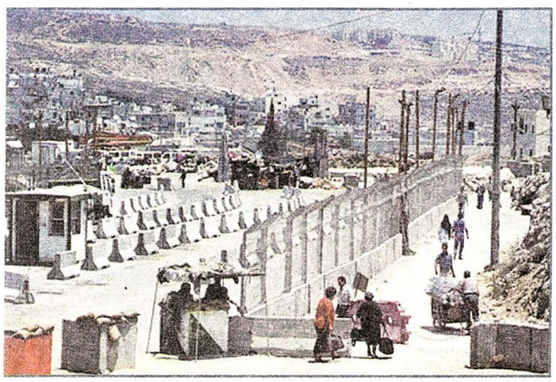
PRATIQUEMENT inexistant il y a vingt ans dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée, avant que les autorités israéliennes, à l'époque de la première Intifada, n'aient fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles, le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des destructions de maisons, des confiscations de terres et des maisons, de l'arrachage des oliviers et des arbres fruitiers, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui cherchait de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS ou d'ailleurs et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, parce qu'elle discréditait Arafat, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant l'OLP étaient laïques, ou en tout cas multiconfessionnelles, ce que l'État israélien n'est pas, loin s'en faut.

La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km² de terres qui leur revenaient selon le droit international.

Alors que l'OLP, en 1988 et 1989, renonce au terrorisme et reconnaît l'État hébreu (résolutions 242 [1] et 338), le Hamas réclame la restitution de la totalité des territoires occupés par les juifs depuis la fondation de l'État d'Israël en 1948. La corrélation de dates n'est pas fortuite entre les concessions d'Arafat et la publication de la charte du Hamas, en août 1988, dans laquelle le mouvement intégriste déclare œuvrer à « déployer la bannière d'Allah sur chaque parcelle du sol de Palestine », et à ce que « l'établissement de l'État islamique soit proclamé du haut de ses mosquées ».

On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé Arafat à faire à Israël cette fantastique concession unilatérale de la reconnaissance, sans aucune contre-partie, alors même que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de « basse intensité » qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens. Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada – la première – présentait plus de dangers pour la direction palestinienne que la reconnaissance d'Israël. L'Intifada pouvait aboutir soit à une révolte populaire de masse, soit à la prise en main du mouvement d'indépendance par des



hommes – cadres politiques de l'intérieur ou fondamentalistes – qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil. On peut donc émettre l'hypothèse suivante :

1. La reconnaissance sans condition d'Israël a été un élément essentiel pour désamorcer l'Intifada.

2. Elle a permis à l'OLP – c'est-à-dire à Yasser Arafat – d'écarter toute concurrence issue de l'intérieur des territoires et de garder le contrôle sur le mouvement palestinien.[2]

Deux mouvements intégristes musulmans ont surgi dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 : le Hamas et le Jihad pour la libération de la Palestine. Le Hamas a, tout d'abord, été encouragé par les autorités israéliennes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. Dans les années 70-80, les autorités militaires ont, en de multiples occasions, relâché des militants liés au Hamas, même quand ils étaient convaincus de cacher des armes.

La tolérance envers le Hamas aurait été une des conditions posées par les Iraniens lorsqu'ils achetaient de l'armement américain par l'intermédiaire d'Israël, dans le cadre de l'opération Irangate, à l'occasion de laquelle des agents israéliens ont convaincu Robert McFarlane de laisser Israël vendre illégalement des armes à Téhéran et détourner une partie des bénéfices pour soutenir la Contra contre le gouvernement nicaraguayen.[3]

En mai 1989, lorsque l'influence intégriste se répandit en échappant au contrôle des Israéliens, une vague d'arrestations s'abattit sur les dirigeants du Hamas. Néanmoins, cela prit six mois, jusqu'en septembre 1989, pour que le Hamas soit déclaré illégal par les autorités israéliennes.

Comme le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, le Hamas était abondamment subventionné à la fois par les États du Golfe et par l'Iran. En 1990, l'Arabie saoudite versa à ces deux organisations 83 millions de dollars. Le Koweït également versa de nombreux millions à ces deux groupes. Pinhas Inbari, dans *Al Hamishmar* (20 décembre 1992), fait remarquer que, curieusement, Israël s'en est pris aux dirigeants et militants du Hamas proches de l'Arabie saoudite, mais épargna ceux qui étaient proches de l'Iran, qui avait pourtant mis sur pied une logistique et des camps d'entraînement pour faciliter les actions du Hamas et du Jihad islamique.

Les premières élections de l'Autorité palestiniennes se sont déroulées, le 20 janvier 1996, dans un contexte où l'OLP comme organisation de combat était pratiquement vidée de sa substance et remplacée par une administration très largement dépendante du contrôle israélien. Elles ont eu lieu dans un climat de médiatisation extrême et ont été qualifiées de « relativement démocratiques » par les 1 500 observateurs internationaux qui étaient sur le terrain.

La direction de l'Autorité palestinienne, constituée de cadres de l'OLP et de dirigeants arrivés d'exil, avait mis en place depuis deux ans des mesures sévères de restriction de la liberté d'expression, en particulier – mais pas seulement – pour les milieux islamistes, même modérés. Les fonds internationaux collectés pour les Palestiniens passaient par l'Autorité ou étaient sous son contrôle. Les partisans d'Arafat contrôlaient tous les instruments financiers. Les fonds qui allaient aux nombreuses organisations non gouvernementales qui travaillaient de façon indépendante devaient passer d'abord par l'Autorité palestinienne. Le Fatah, l'organisation d'Arafat au sein de l'OLP, était soumis au contrôle d'un appareil d'où les militants les plus jeunes avaient été écartés et qui était dominé par les piliers les plus résolus de l'appareil.

Les élections de 1996 en Cisjordanie et à Gaza avaient donné une large majorité à Arafat, mais elles constituaient moins un plébiscite pour le président de l'OLP, de plus en plus contesté, que le double constat de l'absence d'autre perspective et de la rapide maîtrise des « trucs » qui font le charme de la démocratie représentative, notamment le charcutage des circonscriptions électorales, certaines d'entre elles ayant deux fois plus d'électeurs que d'autres, pour le même nombre de sièges. Ce sont là des banalités auxquelles les citoyens des pays à tradition démocratique ancienne sont habitués depuis longtemps – en tout cas pour ceux qui sont un tant soit peu au courant des mécanismes du système qu'ils cautionnent régulièrement par leurs votes.

Il est difficile de retenir les accusations qui étaient constamment faites par les autorités israéliennes à Arafat de ne pas avoir fait d'efforts pour contenir les fondamentalistes. Ces accusations ont été un prétexte permanent à refuser de reprendre les négociations, tandis que l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires occupés continuait. En effet, la clé de la politique israélienne est : on trouve tous les prétextes pour ne pas négocier, et pendant ce temps-là on en profite pour annexer le plus de territoire possible.

Les faits contredisent de toute évidence les accusations répétées des autorités israéliennes concernant l'incapacité de l'Autorité palestinienne à contrôler les islamistes en particulier et les opposants en général. Toute opposition était en effet soigneusement muselée. Des militants pour les droits civiques, même ceux d'organisations reconnues par l'Autorité palestinienne, ont été tabassés et persécutés par l'un des sept à huit services de sécurité et de police créés par Arafat, qui travaillaient en étroite collaboration avec les Israéliens.

Lorsque Netanyahou, alors Premier ministre israélien, accusa Arafat de donner le « feu vert » aux terroristes islamistes, le journaliste Dany Rubinstein répliqua que le feu vert ne fut pas donné par Arafat mais par la rue palestinienne exaspérée par la politique israélienne. De fait, il y avait une corrélation très

précise entre les dispositions d'esprit de l'opinion palestinienne, que le Hamas perçoit très bien, et les attentats islamistes. Une enquête réalisée en juillet 1997, après l'attentat sur le marché Mahané Yéhuda, révéla que 28,3 % des Palestiniens étaient favorables aux opérations suicides, ce qui révéla une hausse de 5 % par rapport aux réponses données en mai.

« Un tel pourcentage, écrit Agnès Pavlovsky, montre à l'évidence que la notion de vengeance, incarnée par le Hamas, motive désormais une partie conséquente de l'opinion palestinienne. » [4] Une telle attitude traduisait beaucoup plus l'exaspération de la population devant l'absence de résultat des négociations qu'une adhésion aux thèses de Hamas.

Les islamistes constituent en fait la seule véritable opposition organisée, structurée. Ils ont mis sur pied des infrastructures qui proposent à la population écrasée par la misère des prestations presque gratuites: services médicaux, éducatifs, sportifs. Ils subventionnent les besoins des plus démunis, auxquels ils allouent des sommes souvent supérieures à celles de l'Autorité palestinienne. Enfin, les islamistes ont une politique active d'implantation de masse: ils pratiquent de l'entrisme dans les syndicats et les associations.

D'une façon générale, Arafat accréditait l'opinion israélienne selon laquelle tous les opposants à l'accord seraient des terroristes et des fondamentalistes, qu'il faut réprimer, alors que nombre d'entre eux sont des laïcs partisans d'une solution pacifique, mais qui désapprouvent les concessions permanentes sans contreparties.

« Tsunami », « tremblement de terre » : ainsi ont été qualifiées les récentes élections palestiniennes qui ont donné une écrasante majorité aux fondamentalistes du Hamas. C'est vrai que la démocratie n'est plus ce qu'elle était. En tout cas, elle n'est pas ce qu'elle devrait être. Et elle s'exporte mal. En Algérie, en 1990, les islamistes gagnent les élections. Heureusement, le second tour des élections a été annulé. Ça, c'est de la démocratie.

Les Irakiens, à qui les Américains ont «apporté la démocratie», ont massivement élu des fondamentalistes chiites.

Et voilà que maintenant, les Palestiniens, eux aussi, se trompent et votent massivement pour les fondamentalistes du Hamas, alors qu'ils étaient censés donner leur soutien au Fatah corrompu [5] et qui a tout cédé.

Il était acquis que le Hamas bénéficiait du soutien d'un tiers de la population palestinienne. Personne, dit-on, parmi les spécialistes de la question ne s'attendait à ce que la liste « Réforme et changement » des fondamentalistes obtiendrait 75 sièges sur 132 dans le parlement palestinien. Le Fatah est balayé, avec 44 sièges. Les forces laïques et démocratiques palestiniennes, qui avaient formé quatre listes séparées, ont 9 sièges. Quatre sièges vont à des candidats indépendants, la plupart soutenus par le Hamas.

De nombreux Palestiniens chrétiens, qui forment 20 à 30 % de la population, ont voté pour la liste du Hamas. Que s'est-il passé?

Tout d'abord un ras-le-bol général du Fatah qui dirige l'Autorité palestinienne depuis 1993 avec incompétence et arrogance, une absence totale de sens du service public. Un ras-le-bol également de ses querelles internes et de la corruption généralisée. Aucun des candidats du Fatah connus pour leur corruption ou pour leur implication dans les accords avec Israël n'a été élu.

La Hamas a comblé les lacunes de l'Autorité palestinienne en matière de gestion sociale. La question est de savoir d'où vient l'argent, mais pour l'électeur de base, cela n'a pas beaucoup d'importance.

Le vote en faveur du Hamas est clairement un vote de défiance envers une Autorité palestinienne dont l'engagement pour la défense des droits fondamentaux des Palestiniens est remis en cause. Arafat et son parti se sont englués dans un interminable processus diplomatique dont rien ne pouvait sortir, pour la simple raison que la diplomatie en elle-même ne sert à rien si l'une des parties n'a rien à mettre dans la balance. Or Arafat avait déjà tout cédé à Israël.

Le jour même de la poignée de mains historique de Washington, le 13 septembre 1993, Rabin tenait une conférence de presse dans laquelle il réaffirmait la souveraineté israélienne sur le Jourdain, Jérusalem, les colonies de peuplement et le contrôle des routes. Une telle attitude aurait dû suffire pour dénoncer immédiatement l'accord.

Dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en donner le moins possible, ce qui implique qu'on ait le plus d'atouts possibles

dans sa manche. Or, Arafat avait un atout formidable, dont il n'a pas voulu : l'Intifada ; et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance. Dès lors, l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien a donner ni plus rien à opposer.

Aujourd'hui, les autorités israéliennes affirment qu'elles ne négocieront pas avec les terroristes. Les médias internationaux accréditent largement l'idée que ce sont les Israéliens qui sont les victimes. La condition que ces derniers mettent à la poursuite des négociations est que les Palestiniens déposent les armes, alors même que la disproportion des forces est énorme, et que les implantations de colonies juives continuent. George Bush a déclaré qu'il ne traiterait pas avec le Hamas s'il ne renonçait pas à la violence, mais ne conditionne pas la renonciation palestinienne à la violence à celle de la violence israélienne.

Il est évidemment impossible de prévoir ce que les prochaines semaines nous apporteront ; cependant, le cheikh Yassine, le vieux leader du Hamas en chaise roulante assassiné par les Israéliens, proposait depuis des années un compromis : le Hamas n'abandonnera pas son objectif de récupérer toute la terre palestinienne ; mais il disait aussi qu'il faudra arriver à un cessez-le-feu indéfini – ce qui équivaut à une reconnaissance de facto d'Israël.

Ce qui fera la différence entre une reprise de réelles négociations et un statu quo dont on ne sait ce qui peut en ressortir, c'est : est-ce que les fondamentalistes vont cesser d'envoyer des kamikases en Israël ; est-ce que les Israéliens vont cesser d'implanter des colonies dans les territoires occupés :

« Les chances qu'une véritable paix soit atteinte sont plus grandes si on a affaire directement aux hommes qui ont le plus de fusils et de bombes, plutôt que de traiter avec le Fatah seul, avec le Hamas en marge. » (« Hard men to deal with », Ewen MacAskill, *The Guardian*, 26 janvier 2006.).

E.V.

---

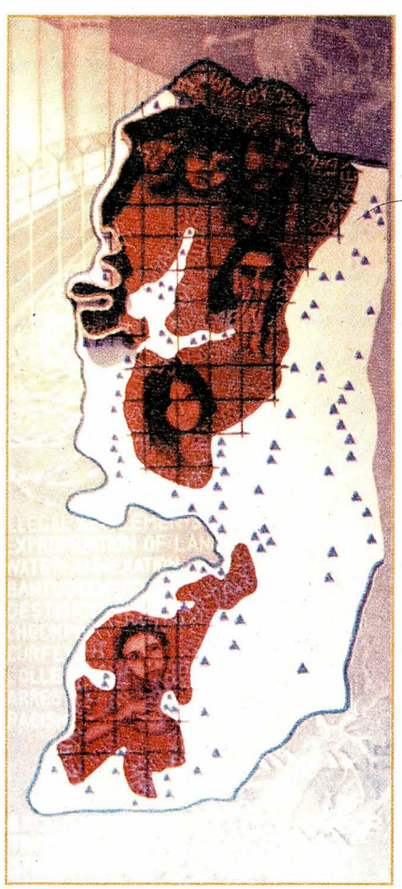
1. Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, déclara à ce propos que ceux qui refusent le compromis historique de deux États « ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967 » (la guerre des Six Jours).

2. Cf. René Berthier : *Israël-Palestine, Mondialisation et micronationalismes*, Acratie.

3. D'après « Israel and Palestine », *Political Report*, n° 178-179, décembre 1992.

4. Agnès Pavlovsky, « Les bonnes œuvres d'Allah », *Croissance*, n° 409-410 nov.-déc. 1997. Agnès Pavlovsky a fait une thèse sur le Hamas mais je ne sais pas si elle l'a publiée.

5. L'Organisation pour la libération de la Palestine n'est pas un parti, c'est un mouvement dans lequel se trouvent plusieurs partis. Au sein de l'OLP se trouve le Fatah, le parti de Yasser Arafat, qui y joue un rôle déterminant.



L'AFFAIRE DES CARICATURES qui a provoqué une réaction violente dans le monde musulman ne présente d'intérêt que parce qu'elle dévoile le front commun de l'ensemble des religions monothéistes face à la moindre critique. La tolérance religieuse est une notion parfaitement relative au contexte dans lequel elle s'exerce. Tolérer, rappelons-le, vient d'un mot latin qui signifie accepter ce qu'on ne peut pas empêcher. Une religion est tolérante lorsqu'elle ne peut pas faire autrement. Autrement dit, la liberté d'expression est avant tout un combat permanent contre la religion. La philosophie des Lumières et l'humanisme qui fonde en partie la culture européenne a été un combat féroce contre l'obscurantisme religieux.

Cela dit, ce qui est inacceptable dans cette affaire de caricatures, c'est que les journaux qui les publient accréditent l'idée que les musulmans sont tous des terroristes, ce qui n'est évidemment pas le cas. L'agence Reuters refuse d'utiliser le mot « terrorisme » dans ses dépêches – sauf lorsqu'il s'agit de citations – parce qu'elle considère que les terroristes des uns sont les combattants de la liberté des autres... ce qui prouve qu'un organe de presse peut, lorsqu'il le veut, faire preuve de discernement. Mais c'est rare.

Ce qui est inacceptable, c'est que les organes de presse qui accréditent l'idée du musulman-nécessairement-terroriste ne publieront jamais une caricature montrant sous le visage d'un terroriste un Baruch Goldstein qui assassina 29 musulmans a caveau des Patriarches, le 25 février 1994, ou le rabbin Meir Kahane, inspirateur du précédent, et qui prônait une idéologie raciste et l'élimination radicale des Palestiniens... et des juifs qui n'étaient pas d'accord avec lui. Et ils ne présenteront jamais Ariel Sharon ou George Bush comme des terroristes. **E.V.**

Terrorisme : utilisation de la terreur sur des civils à des fins politiques.

Check-point de Kalandia

Stop the Wall

« Ils nous humilient comme des animaux. » Histoires sur le nouveau check-point de Kalandia (17 janvier 2006).

Extrait du site de l'Association France Palestine Solidarité : www.france-palestine.org
traduit par Nathalie Ollat

Le vaste et imposant terminal construit par les forces d'occupation à Kalandia est utilisé comme l'un des check-points clés pour contrôler les déplacements des Palestiniens. Il est ouvert depuis décembre 2005, causant souffrances, frustrations et, par-dessus tout, une humiliation à des milliers de Palestiniens qui doivent le passer chaque jour pour aller travailler, aller à l'école, avoir accès aux services de base ou simplement pour rendre visite à leur famille. Quelques Palestiniens forcés d'utiliser ce terminal, racontent leur expérience et expliquent comment l'occupation qui s'intensifie rend leur vie insupportable.

Deema Abu Hyala, Sabreen Abu Hyala, Dalal al Halawani et Siham al Halwani, élèves au lycée Ahmed de Al-Ram, sont âgées de 12-13 ans :

« Maintenant, nous arrivons au terminal à 6 heures du matin, parfois à 5.30. Il y a toujours beaucoup de monde le matin. Ils nous font attendre une heure avant de nous autoriser à franchir la première série de tourniquets. Les portes sont bloquées et nous ne pouvons pas passer avant que le feu soit vert. Quand nous entamons le processus des contrôles, nous devons traverser plusieurs portiques équipés de rayons X. Nous devons aussi mettre nos cartables sur un tapis avec une machine à rayons X pour qu'ils soient contrôlés. C'est comme si vous alliez en Jordanie. D'abord, nous leur remettons notre certificat de naissance. Ensuite, ils nous hurlent d'avancer vers l'étape de vérification suivante. Nous sommes trop jeunes : nous n'avons donc pas encore de cartes d'identité, alors nous ne pouvons pas passer sans ce certificat de naissance. Une fois, Sabreen l'a oublié, et ils l'ont forcée à faire demi-tour. Ce sont des menteurs. Chaque fois, ils annoncent que les nouveaux équipements mis en place vont faciliter les déplacements, ils rendent la vie plus compliquée. »

Une des filles poursuit : « J'ai toujours très peur lorsque je subis toutes les étapes de contrôle. J'ai peur que quelque chose sonne sur moi, surtout après avoir vu un garçon qui a été obligé d'enlever son pantalon. Alors qu'il passait sous un portique à rayons X, ça a sonné plusieurs fois. Alors les soldats lui ont demandé de quitter sa veste et son pantalon. En fait, c'était quelque chose sur son pantalon qui faisait sonner. C'est très humiliant. Je ne peux pas me déshabiller devant les gens et les soldats. »

Muhammed Maher, 20 ans, étudiant à l'université al-Quds à Ramallah :

« Chaque jour, je traverse Kalandia, et chaque jour j'attends mon tour pendant au moins 2 heures. Souvent, ils ne choisissent pas la file dans laquelle j'attends. Il y a cinq files au total et vous avez de la chance si vous faites la queue dans la bonne.

C'est comme si vous voyagiez vers un autre pays. C'est vraiment une expérience horrible. Les procédures de contrôle prennent 15 à 20 minutes. D'abord, je dépose ma carte d'identité dans une petite fente, alors ils me hurlent de traverser le portique de contrôle. Je dois quitter ma veste et ma ceinture, tous les éléments métalliques, mon sac, et les mettre de côté. Je dois me mettre de l'autre côté pour être contrôlé sous le portique avec rayons X. C'est le même équipement qu'ils utilisent sur le pont pour la Jordanie, si vous ne l'avez jamais vu. Une fois, la machine s'est mise à sonner quand je suis passé dessous. C'était horrible, et j'ai dû repasser une nouvelle fois. Je me demande ce qui peut être pire dans la vie que de subir cela tous les jours.

Quelquefois, j'essaye de passer par Surda (un check-point au nord de Ramallah, à environ 1 h 30 de route de Kalandia, et bientôt plus accessible à partir de Kalandia). Mais ça me coûte trois ou quatre fois plus d'argent que de passer par Kalandia, et ça prend aussi plus de temps.

Les occupants ont peint une rose à l'extérieur du terminal. C'est quelque chose de bizarre, je ne sais pas ce que c'est censé symboliser. Tu ne sais pas ce que tu dois faire en la voyant. J'aimerais la mettre en pièces. Ils vous mettent dans cette situation misérable et

humiliante et ils vous montrent ça : ce n'est pas notre espoir, c'est tout ce qui détruit notre espoir. »

Amami Syam, 22 ans : « Je suis étudiant à l'université d'Abu Dis. Je passe à Kalandia chaque jour, et c'est vraiment terrible pour moi. C'est une attente sans fin avant d'atteindre les salles de cours. Je dois attendre mon tour pendant deux heures. Souvent, j'ai raté des cours, surtout juste après l'ouverture du terminal. Les Palestiniens avec une carte d'identité de Cisjordanie n'étaient pas autorisés à passer. Ensuite, j'ai réalisé combien je devrais attendre quotidiennement. Maintenant j'arrive deux heures avant le début des cours. Le processus de contrôle est une folie. Tu te sens comme un criminel ou comme un animal. Faire la queue est vraiment très humiliant, mais surtout traumatisant. La chose la plus dérangeante est que tu sais que c'est juste pour te faire perdre ton temps et te faire subir de mauvais traitements. Ce n'est pas pour la sécurité ou quelque chose comme ça. Ils veulent imposer des frontières comme ça. C'est une question politique, ils ont aussi mis cette rose qui nous met encore plus en colère et fait naître des sentiments de frustration. Ils jouent avec nos sentiments. Je ne sais pas comment je vais faire pour continuer à vivre ainsi. La situation empire de jour en jour. »

Ahmed Ayyesh, 27 ans, de Biddu : « Je travaille à Ramallah. J'ai été obligé de passer par le check-point de Kalandia quotidiennement. Depuis le début de la seconde intifada, j'arrivais à mon travail en retard, alors j'ai décidé de m'installer à Ramallah pour ne pas perdre mon emploi. À peu près tous les trois jours, je rentre à la maison pour voir ma famille et laver mon linge.

À la fin, la résistance palestinienne a tué un soldat au check-point de Kalandia. Ils l'ont complètement fermé, et je n'ai pas pu voir ma famille pendant trois semaines. Hier, j'ai décidé de leur rendre visite. Quand je suis arrivé au nouveau check-point fortifié à Kalandia, j'ai été choqué. Il m'a semblé que c'était comme pour aller dans un autre pays, comme le pont (vers la Jordanie). Beaucoup de gens attendaient, les soldats hurlaient au travers de haut-parleurs. L'atmosphère était horrible. Ils ont fermé toutes les files, et environ 600 personnes attendaient que le feu soit vert. À la fin, une des cabines s'est mise à fonctionner et les autres sont restées fermées. J'ai attendu mon tour pendant près d'une heure, en vain. Vous entendez de nombreux soldats qui crient dans les haut-parleurs et qui parlent en même temps, et personne ne comprend ce qu'ils disent. Vous ne les voyez même pas. C'est très bruyant et ça rend malade. Tout d'un coup, les soldats se sont énervés, et ils ont commencé à hurler que nous devions quitter les files et nous rendre dans la salle d'attente. J'ai attendu encore 40 minutes, puis je suis rentré à Ramallah.

La provocation la plus révoltante, c'est cette rose peinte sur les côtés du check-point fortifié. Ils vous traitent comme des animaux et vous montrent des roses. »

Tramway colonial

Alstom et Connex complices

Les animateurs de la Campagne populaire contre le Mur d'apartheid en Palestine lancent un appel aux citoyens, aux ONG et aux associations de la société civile partout en France pour se mobiliser et exiger que les compagnies françaises Alstom et Connex cessent leurs implications dans l'expansion infrastructurelle des colonies autour de Jérusalem.

Ces compagnies font partie d'un consortium qui a obtenu un marché avec les autorités israéliennes en 2002 pour un projet de réseau ferroviaire urbain d'une valeur approximative de 500 millions d'euros. Elles seront chargées de sa réalisation et de son entretien pendant trente ans.

Au mois d'août 2005, le projet a reçu le feu vert du criminel de guerre Ariel Sharon qui a déclaré lors de la cérémonie de signature : « Je suis convaincu que ceci doit être fait et, d'ailleurs, tout ce qui sert à renforcer Jérusalem, à la construire, l'agrandir et la renforcer pour l'éternité en tant que capitale des juifs et capitale unifiée de l'État d'Israël, doit être fait. » Le maire de l'occupation Uri Lupolianski décrit le projet ferroviaire comme étant « l'accomplissement du Psaume 122 ».

Le trajet du réseau ferroviaire passera sur un certain nombre de colonies juives autour de Jérusalem-Est, construites sur des terres palestiniennes confisquées. Il assurera la contiguïté de ces colonies avec les régions centrales de la ville et leur fournira un lien de transport vital. Le projet joue un rôle clé dans le support et le maintien de ces colonies, de telle façon qu'elles soient une installation permanente sur les territoires palestiniens.

Le projet, un partenariat privé-public, entre le gouvernement israélien d'occupation et le consortium, est axé sur la bonne volonté des groupes d'entreprise internationaux pour fournir un apport énorme de capital. En retour, les compagnies françaises tireront des dividendes considérables sur cette période de trente années, de l'argent sali par le sang et la misère des Palestiniens qui sont en ce moment expulsés de Jérusalem.

Enfermés derrière un mur d'apartheid de huit mètres de haut, des routes sont réservées aux colons juifs avec des postes de contrôle, les Palestiniens vont devoir faire face à une nouvelle vague de nettoyage ethnique, les forçant hors de leurs terres dans des Bantoustans déconnectés et misérables, pas seulement dans Jérusalem mais aussi à travers la totalité de la Cisjordanie.

Ce projet de tramway n'est rien d'autre que la tentative la plus cynique des forces d'occupation d'avancer la judaïsation de Jérusalem.

La complicité de ces compagnies dans la colonisation accélérée est contraire aux conventions de Genève et contre les droits des Palestiniens à être présents dans Jérusalem.

Un appel est lancé aux citoyens européens ; il leur est demandé de faire pression sur le gouvernement français afin qu'il oblige Connex et Alstom à mettre fin à leur engagement dans ces projets de colonisation.

Extrait de The Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign
mobilize@stopthewall.org

Militaire rime

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

La critique de l'institution militaire en France ne peut ignorer le volet nucléaire. Démonstration :

Après les États-Unis (Hiroshima et Nagasaki) et l'URSS, ce fut la France qui se dota de l'arme atomique. Un militaire, le général de Gaulle, donna pour mandat au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), créé à cet effet en 1946, de fournir du plutonium pour alimenter le futur arsenal nucléaire français. Ce qui fut fait à partir des installations de Marcoule, dans le Gard. C'est seulement lors de la mise en activité des lieux de production militaire que l'on envisagea de fournir de l'énergie à usage civil. Cette découverte entraîna le développement exponentiel de la filière énergétique nucléaire.

Le programme militaire français était ambitieux, puisqu'il s'agissait pour de Gaulle d'assurer l'indépendance militaire des blocs de l'Otan et de Varsovie, tout en maintenant l'armée française à la pointe de la dissuasion nucléaire, face aux deux super grands, les États-Unis et l'URSS. Stratégiquement, la question est donc d'importance pour les militaires, la place politique de la France en Europe et au Conseil de sécurité de l'ONU était en jeu.

Les premiers essais nucléaires des militaires français débutent dans les années 60 en Algérie colonisée. Ils se poursuivront en Polynésie « française ». L'empire colonial, occupé par l'armée française, fut donc déterminant dans les essais, outre qu'il donna aussi des minerais d'uranium (Madagascar). Ces essais entraînèrent notamment l'irradiation de personnel militaire et de civils ; les procès actuels des vétérans nous le rappellent opportunément : la finalité de l'armée est de tuer, de sacrifier au nom de la patrie. Ce qui fut fait.

Pierre Messmer, ministre de la Défense nationale jusqu'en 1966, a déclaré cyniquement en décembre 2004 au cours d'une émission télévisée consacrée aux « irradiés de la République » : « Nous sommes fiers d'avoir réalisé un armement nucléaire. Toute grande œuvre a des conséquences qui ne sont pas toutes excellentes, mais c'est le résultat qui compte. »

Le nucléaire civil, c'est encore l'armée !

Durant les premières années du nucléaire en France, la finalité guerrière imposait aux chercheurs français de passer sous les fourches caudines des militaires. Ainsi, à la fin des années 40 et le début des années 50, lorsque des scientifiques français comme Jolliot-Curie, firent part publiquement de leur opposition à l'usage des bombes atomiques, le CEA fut purgé de ses éléments indésirables, pacifistes, considérés comme communistes. Puis le recrutement de personnel par la Direction des affaires militaires pesa lourd sur les personnels civils du CEA. Plus tard, la construction de l'usine de Pierrelatte, dans la vallée du Rhône, fut financée par des budgets civils et militaires. Comme Marcoule.

En fait, jusqu'à aujourd'hui, l'armée française a souvent contrôlé les finalités des recherches et le recrutement du personnel, les budgets, les usines de productions. Le 24 juillet 2003, le gouvernement classe « secret défense » un certain nombre d'activités et d'informations liées au nucléaire civil. Le décret du 8 septembre 2003 définit que le secrétaire d'un comité interministériel de gestion de crise en cas d'accident nucléaire serait le secrétaire de la Défense nationale. Même le projet ITER, colossal projet de recherche international, offrira des débouchés aux militaires par la production de tritium (nécessaire à la fabrication et au renouvellement des bombes) et les techniques utilisées. Quant au Laser Mégajoule, près de Bordeaux, il s'agit ni plus ni moins de continuer les essais militaires qui n'ont plus lieu en Polynésie.

avec nucléaire

Sous le civil se cache le militaire

Pour fabriquer une bombe, il faut des matières spéciales : de l'uranium enrichi, du plutonium et du tritium pour les bombes les plus sophistiquées (Bombes H ou thermonucléaires). Ces trois éléments sont à la base de l'industrie nucléaire civile. Donc, tout État accédant à la production d'énergie à partir du nucléaire est en capacité d'accéder à des armes nucléaires. Pour les États les plus pauvres, l'enrichissement de l'uranium n'est même pas nécessaire pour faire des dégâts. Il faut se rappeler que des armes à uranium appauvri ont servi dans le Golfe en 1991, puis au Kosovo, en Afghanistan, etc. Et les trafics en tout genre peuvent permettre de faire des « bombes sales » (par opposition à... bombe propre ?) à partir de déchets radioactifs.

La production massive d'énergie électrique à partir de l'énergie nucléaire a inversé la situation. Au départ, il fallait produire du plutonium pour alimenter les bombes ; aujourd'hui, le plutonium est tellement abondant, que les militaires n'ont plus à le produire exprès. La menace de prolifération est sérieuse, le stock actuel de plutonium est évalué à 1 000 tonnes environ ; six kilos de cette matière sont nécessaires pour réaliser une bombe « artisanale » [1]... Et ce n'est pas l'échec du récent sommet du Traité de non-prolifération (TNP) de New York (mai-juin 2005) qui peut rendre optimiste.

Et aujourd'hui ?

80 % des armes nucléaires françaises sont installées sur quatre sous-marins basés à Brest ; le reste est aéroporté, à Istres (Bouches-du-Rhône). L'entretien des 348 armes nucléaires françaises représentent 20 % du budget de la Défense, ce qui est énorme ; c'est quasiment la même chose qu'à l'époque du général de Gaulle, alors que le contexte international a changé du tout au tout (fin de la guerre froide, fin des blocs, etc.).

Il y a un conservatisme des milieux militaires français qui ne changent rien dans la stratégie de défense. Il faut dire aussi que pour le système industriel français, c'est un marché considérable : des avions, des sous-marins, ce sont des emplois, des entreprises colossales, le Commissariat à l'énergie atomique, des infrastructures portuaires, etc. Tout cela est commun au ministère de la Défense et à l'industrie civile. Si la France renonçait à l'armement nucléaire, c'est tout un pan de l'industrie qui en pâtirait, et aussi l'industrie nucléaire civile. C'est aussi pour cela qu'il y a une vraie difficulté pour les opposants, car cela représete des aspects énormes : financiers, économiques, politiques et de prestige également.

Bruno Barrillot, dans son livre *le Complexe nucléaire* [2], écrit : « Quand on parle de complexe nucléaire, il faut se rendre compte que ça concerne non seulement l'arme nucléaire mais aussi l'ensemble de l'industrie, de la recherche nucléaire, et donc c'est tout ce milieu qui, en France en particulier, structure la société politique, industrielle et militaire. Le Complexe, c'est des personnes, des capitaux énormes, des structures industrielles et la majorité du système militaire sur lequel repose en partie la défense de la France. »

À cause de ces liens structurels qui restent indissociables aujourd'hui, la critique des activités nucléaires civiles ne peut se passer d'une mise en évidence de la responsabilité des militaires. C'est d'abord pour répondre aux besoins des militaires que l'on a structuré la filière énergétique civile. Dans le même temps, parler de l'armée sans évoquer sa responsabilité dans la construction de l'arsenal nucléaire, c'est la dédouaner de son implication dans la construction des armes de destruction massive. L'armée est coupable de préméditer légalement des crimes contre l'humanité. L'armée, de par ses coûts, ses finalités, ses implications dans le nucléaire civil et guerrier... reste l'ennemie du progrès social et humain.

D.

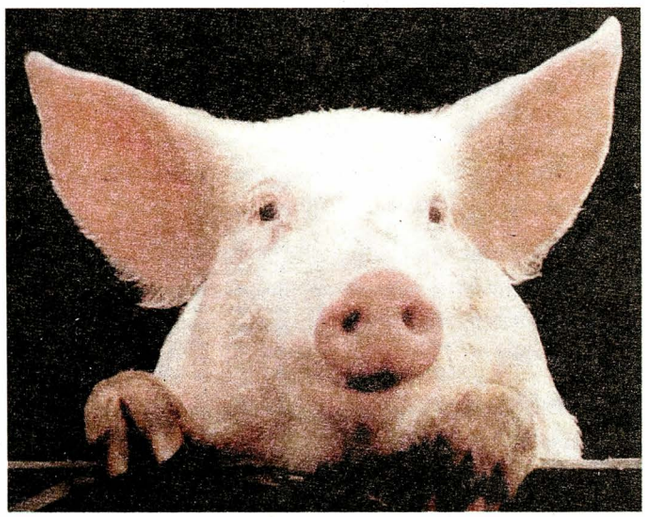
---

1. *La Filière nucléaire du plutonium*, Jean-Pierre Morichaud, éditions Yves Michel.

2. *Le Complexe nucléaire, des liens entre l'atome civil et l'atome militaire*, de Bruno Barrillot, coédition Réseau Sortir du nucléaire.

Dans le cochon, tout est bon

Le porc est l'animal dont les organes ressemblent le plus aux nôtres, paraît-il. Les développements rapides de la technologie génétique suggèrent que l'on pourra bientôt prélever un peu d'ADN de Monsieur X. ou Y., le mélanger à celui de Groink 66574ab43, et obtenir un cochon personnalisé, un cochon dont chaque organe serait impeccablement compatible avec Monsieur X si le besoin d'un nouveau cœur ou d'un nouveau rein se faisait sentir; bref le cochon de l'avenir serait une banque à greffons, une assurance sur la couenne.



L'AMÉRICAIN Lewis Lapham a médité là-dessus dans « 30 satires » (*The New Press*). Il en a déduit que, son pays étant ce qu'il est, les forces du marché étant ce qu'elles sont, le lard personnalisé possède un grand avenir. Il observe en premier lieu qu'un tel cochon coûterait si cher, ou à tout le moins serait *vendu* si cher, qu'il deviendrait le véritable signe de richesse, le *status-symbol* qui distinguerait pour longtemps ceux qui ont tout de ceux qui n'ont que presque tout (ceux qui n'ont rien, pas grand-chose, ou juste assez, sont hors-jeu). Les Rolls-Royce sont démodées, les divorces à grand spectacle sont devenus communs; le cochon, voilà l'avenir. D'ailleurs, pour plus de sûreté, l'élite en posséderait plusieurs, un à Neuilly, l'autre à Saint-Jean-Cap- Ferrat, un troisième à Saint-Barth. Et ils en offriraient bien sûr à leur femme, leurs enfants, leurs secrétaires. Personne n'accepterait un poste de dirigeant d'entreprise si, en plus des stock-options et du golden parachute, un beau verrat n'était proposé en signe de bienvenue.

Lapham prédit que les restaurants commanderaient bientôt aux ébénistes des bauges design: en effet, un propriétaire avisé insisterait pour que l'estomac de son cochon, qui pourrait sans prévenir devenir le sien, soit habitué aux mêmes aliments que lui. Guy Savoy et Alain Senderens auront, c'est l'évidence, le tact de bannir le porc de leurs menus. Quoique la peau du cochon soit d'un rose tout à fait seyant, il va sans dire que les cochons privés seraient envoyés dans les clubs de fitness pour acquérir une ligne plus flatteuse que celle que l'on recherche dans les élevages bretons. Cependant, aucun coach ne pourra rien contre l'esthétique un peu élémentaire du pied de cochon. Nul doute que les chausseurs du Faubourg Saint-Honoré s'adapteront et garniront les pattes des truies de talons hauts spécialement, mais discrètement, renforcés au titane. Bientôt aucun people n'osera se présenter sans son cochon; les hommes se feront prendre en photo lors de leur jogging matinal en compagnie de leur truie, les femmes en train de câliner le groin soyeux de leur verrat. On peut même imaginer, tant l'intelligence du cochon offre de promesses, que les cochons se substitueront dans de nombreuses circonstances à leur propriétaire et alter ego. Plus besoin pour les chefs d'État d'inaugurer les comices agricoles, le cochon s'en charge, plus besoin pour les ministres de se montrer sur les plages empétrolées, le cochon, dans un costume trois pièces et une chemise du bleu qu'il faut pour la télévision, saura parler aux estivants, plus besoin pour les créateurs de richesses de s'asseoir à une table avec des syndicalistes, le cochon déploiera le tact et la ténacité habituels en ces circonstances.

Nous parlions des bauges design pour les restaurants, mais on verra des psychanalystes expliquer à la télévision comment ils traitent les cochons stressés par la célébrité, des grands couturiers écouter leur truie favorite raconter son combat contre l'anorexie, des émissions littéraires dévoiler les mémoires des cochons qui ont réussi, qui ont démontré qu'avec de la volonté et du courage, chacun peut s'élever de la Beauce à La Barbade.

Surtout, quelles perspectives brillantes pour la télé-réalité: sept brunes s'arrachant les faveurs d'un verrat! Deux truies et deux verrats sur une île déserte contre deux députés et deux ministres! École de chant et de danse pour les verrats (piercing obligatoire)! Et pour les émissions de confession: les directeurs d'agence de publicité devant dix millions de téléspectateurs, avouant qu'ils trompent leur truie avec un verrat transsexuel!

Toutefois, on ne peut écarter le soupçon que ce rêve ne soit qu'un ballon d'essai, lancé par CIA (Cochons internationaux associés), afin de préparer la planète à « la » révélation: ces manipulations génétiques ont déjà eu lieu.

Dans l'autre sens; l'Élysée, Matignon, Neuilly sont remplis de cochons, à l'apparence un peu modifiée...

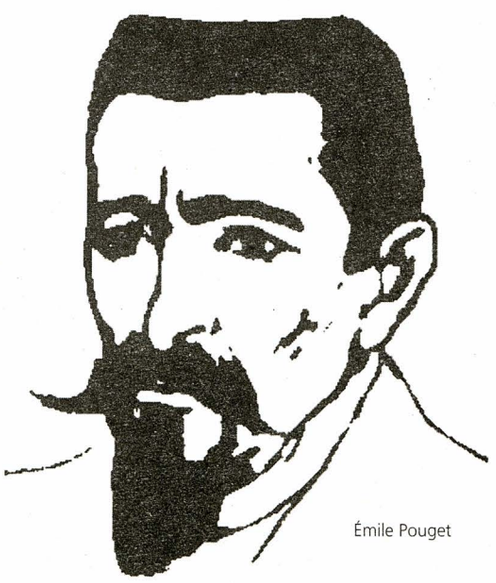
Nestor Potkine

adaptant Lewis Lapham comme un cochon

À l'heure du centenaire de la Charte d'Amiens

Quelle implication anarchiste dans le mouvement syndical actuel ?

David Rappe



Émile Pouget

Cette année 2006 va être marquée par la commémoration et la célébration du centenaire de la Charte d'Amiens, texte d'orientation syndicale adopté lors du IXe congrès de la CGT qui s'est tenu à Noyon près d'Amiens du 8 au 16 octobre 1906.

Les anarchistes ne peuvent pas rester insensibles à cet anniversaire tant ce texte reflète l'importance de leur implication et le poids de leurs idées dans les origines de la CGT et plus largement du syndicalisme français. Anticapitalisme, antiétatisme, projet social révolutionnaire, grève générale et autonomie par rapport à toutes formes de représentation politique comme moyen d'y parvenir... voilà autant de thèmes propres aux propositions et grilles d'analyses libertaires.

Malgré un tel marquage idéologique, ce texte a fait référence, tout au long du siècle dernier, dans le mouvement syndical français par-delà ses divisions. Aujourd'hui encore, la plupart des grandes confédérations continuent de s'en réclamer, du moins à y faire référence. Inutile de préciser qu'il s'agit alors d'une pure référence historique, tant dans la pratique que dans ses finalités, l'esprit de la Charte d'Amiens a été vidé de son contenu. Il n'est peut-être pas étonnant que la plupart des confédérations ne se précipitent pas à commémorer de façon importante ce centenaire de peur de réveiller certaines idées bien loin de leurs préoccupations actuelles et de faire apparaître l'énorme écart creusé entre ce texte et leurs logiques actuelles. Cent ans plus tard, il est donc nécessaire de prendre en compte les profondes mutations, amplifiées encore ces dernières années, du paysage syndical français.

Pour les militants anarchistes, s'impliquer aujourd'hui dans le mouvement syndical n'a rien à voir avec une telle démarche en 1906, 1926, 1946 ou 1976 même si certaines grandes réflexions sur le sens et la nature du syndicalisme, comme celles définies lors du congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, sont toujours d'actualité. Pourtant, il est toujours nécessaire d'analyser le monde dans lequel nous intervenons et il s'agit bien de définir des perspectives pour une intervention anarchiste – aujourd'hui – dans le mouvement syndical afin de ne pas se limiter à être de bons militants de terrain, à être les petits bras de logiques qui finalement nous échappent. Nous ne pouvons nous passer de cette réflexion, ni en rester au statu quo qui règne depuis trop longtemps dans notre mouvement et qui tend à affirmer que « toutes les expériences sont bonnes à prendre », alors que le mouvement syndical bouge autour de nous, que la place, les idées et les pratiques des libertaires ont bougé aussi en son sein. Comme le dit la chanson : « C'est reculer que d'être stationnaire » !

Partir de la réalité de terrain avant tout

Si nous ne pouvons pas nous limiter au fait que « toutes les expériences sont bonnes à prendre », il est tout aussi évident qu'il ne s'agit pas « de donner la leçon », de définir une position d'intervention dans le monde syndical que toutes et tous devraient mettre en œuvre. Une telle position ne ferait que nous couper de nombreuses expériences de terrain et risquerait de nous enfermer rapidement dans un discours incantatoire stérile. Rappelons au passage que l'expérimentation au lieu du dogme a toujours été la démarche privilégiée par les libertaires afin d'intervenir et de diffuser nos idées et pratiques. Si nos choix et préférences syndicales doivent logiquement aller vers les organisations qui développent des pratiques et un discours les plus proches possible des idées affirmées dans la Charte d'Amiens et donc des valeurs, anarchosyndicalistes et/ou syndicalistes révolutionnaires, qui nous sont chères, la réalité est plus complexe.

Bien souvent, une adhésion et une implication syndicale ne se font pas dans l'absolu mais en lien avec une réalité professionnelle et d'entreprise. Le choix est donc souvent en partie déterminé par la réalité et les possibilités offertes sur son lieu de travail. Lorsqu'il existe déjà une tradition syndicale de lutte, il est plus simple alors d'aller là où sont déjà groupés le maximum de collègues sur les bases les plus combatives, en gardant toujours à l'idée que l'objectif est d'y favoriser les pratiques d'auto-organisation, de démocratie et d'action directe. Il ne servirait à rien, si ce n'est de s'enfermer dans l'isolement, de créer sa propre section simplement pour être théoriquement le plus en accord possible avec nos conceptions. Néanmoins, ce type d'intervention dans des sections syndicales adhérentes à de grandes confédérations ne doit pas nous empêcher, bien au contraire, de poser le problème et surtout de favoriser la rupture lorsque l'appareil freine, bloque ou s'oppose aux luttes de la base comme ce fut le cas avec la CFDT en 1995 ou la CGT en 2003.

Dans ces conditions, ou lorsqu'il n'existe aucune implantation ou tradition syndicale ou qu'un syndicat « maison », pour peu que les collègues aient une combativité suffisante, il semble important de franchir le cap et d'adhérer à une organisation plus en lien avec le syndicalisme que nous prônons. Enfin, toutes ces remarques n'ont de sens qu'en tenant compte de l'état des organisations syndicales actuelles et de leurs évolutions récentes.

Les profondes mutations du paysage syndical actuel

On assiste, déjà depuis de nombreuses années, à une profonde évolution qui tend à faire abandonner la tradition du syndicalisme défini dans la Charte d'Amiens.

Il y a en effet une double évolution. D'un côté, on assiste à une institutionnalisation du syndicalisme qui s'exprime par le passage d'un syndicalisme de lutte à un syndicalisme de service, de négociation, voire de cogestion. Cette évolution est très claire depuis une dizaine d'années pour la CFDT et semble en cours pour la CGT. D'un autre côté, en réaction et après de nombreuses oppositions ou scissions, on assiste au développement d'un « syndicalisme alternatif » qui ne parvient pas (encore ?) à être un « syndicalisme de masse ».

Les raisons de ces évolutions semblent multiples : la fin du poids du PCF sur le mouvement ouvrier en général et sur la CGT en particulier, qui était aussi le reflet de l'abandon tout au cours du siècle du principe d'autonomie ouvrière et la mise en place d'une division des rôles entre syndicats et partis ; les conséquences de la mondialisation capitaliste et ses retombées sur le monde du travail ; le processus de construction et d'intégration européenne avec une place spécifique et clairement définie pour les syndicats, les « partenaires sociaux », qui y est faite.

Dans le contexte social actuel, marqué par un rapport de force favorable au patronat et aux classes dominantes, aggravé par les évolutions du syndicalisme, on assiste alors à une importante remise en cause des conquêtes sociales obtenues par la lutte au cours du XX^e siècle. En effet, les confédérations syndicales dites « représentatives » semblent faire le choix de défendre des logiques internes (du type « Sauvons les meubles », l'appareil et notre place à la table du paritarisme) plutôt que des choix favorables et combatifs pour le mouvement social dans son ensemble. Du coup, dans cette logique, les organisations syndicales sont amenées à accepter et à accompagner les mutations du système plutôt que les contester au risque de rentrer dans un rapport de force qui pourrait leur être défavorable. D'où le glissement vers un syndicalisme d'accompagnement, c'est-à-dire de négociation des lois et des mesures (anti)sociales, et un syndicalisme de service, c'est-à-dire un syndicalisme où l'on n'a plus besoin de sections syndicales mobilisées et combatives mais d'une masse d'adhérents sur le mode « assurantiel » et d'un autre côté de spécialistes du syndicalisme, de la représentation et de la négociation.

Ce schéma est très clair pour la CFDT ou la FSU (malgré un faux vernis combatif) mais le devient de plus en plus aussi pour la CGT. Trois événements sont d'ailleurs significatifs du glissement de cette dernière : la disparition de toutes références à l'anticapitalisme lors de la modification de ses statuts confédéraux au 45^e congrès de décembre 1995 (en plein mouvement social !) ; l'analyse qu'elle a faite de la mise en place de la loi sur les 35 heures, branche par branche, et comment la CFDT, en accompagnant son application, s'est implantée dans les PME à son détriment ; les enjeux autour de son intégration, voire son accession à la présidence, de la Confédération européenne des syndicats (CES). Inutile de préciser que ces choix éclairent l'attitude de l'appareil CGT durant le mouvement social du printemps 2003. Globalement, la CFDT poursuit sa politique de syndicat patronal et la CGT développe son image de partenaire social.

Quelles alternatives à ces logiques ?

Parallèlement, on assiste à la permanence voire la réaffirmation d'un autre syndicalisme, d'un syndicalisme qui s'inscrit dans la tradition de la Charte d'Amiens et donc de la reconnaissance de la lutte des classes. Il peut être porté par des sections combatives de la CGT qui refusent l'évolution interne, par des syndicats SUD ou par le développement, même encore faible, de la CNT.

Cet autre syndicalisme est un syndicalisme de classe, de lutte et de transformation sociale au sens où il est porteur d'un autre projet de société (antilibérale pour certains, anticapitaliste pour d'autres).

C'est la poursuite du syndicalisme des origines de la CGT, structuré autour de fédérations professionnelles mais aussi de solidarités et de dynamiques interprofessionnelles. Un syndicalisme qui s'est aussi exprimé sous une autre forme, celle de l'anarchosyndicalisme, en Espagne, avec la CNT.

Ce type de syndicalisme est celui sur lequel on peut s'appuyer et que doivent développer aujourd'hui les militants anarchistes pour redonner des outils de lutte au monde du travail et des perspectives au mouvement social.

Ce syndicalisme que nous devons porter est animé d'idées essentielles comme :

– L'action et la démocratie directe (c'est-à-dire le refus de toutes formes de délégation de pouvoir, de bureaucratisation, dans le syndicat comme dans les luttes).

– L'organisation, de solidarités et de perspectives interprofessionnelles. C'est développer l'idée que le syndicalisme est une

organisation de lutte mais aussi une école d'émancipation et de réorganisation sociale dans une dynamique révolutionnaire.

– L'autonomie du mouvement social, c'est-à-dire le refus des conceptions social-démocrates visant à diviser le travail entre syndicalisme et représentation politique, seule détentrice de projet social et des voies pour y parvenir.

– La réaffirmation de la lutte des classes.

Pour assurer l'autonomie du mouvement syndical, les militants de l'époque de la Charte d'Amiens proposaient d'ailleurs un modèle complet de syndicalisme, au travers d'une pratique syndicale (l'action directe), d'une tactique révolutionnaire (la grève générale) et d'un projet sociétaire porté et organisé autour des fédérations professionnelles de la CGT et des Bourses du travail comme centres de réorganisation sociale future. Si les choses ne peuvent se refaire sous la même forme ni par les mêmes structures, l'esprit et la méthode sont encore d'actualité.

De plus, de ce modèle, découle une pratique concrète à mettre en œuvre dans les luttes syndicales quotidiennes. C'est en effet la capacité à articuler en permanence les revendications immédiates avec des revendications de rupture.

Les militants syndicalistes de l'époque avaient bien compris que c'est seulement par l'action interprofessionnelle que la grève générale peut se construire et que le vieux monde peut basculer, refusant ainsi d'oublier que, si le but premier du syndicalisme est l'amélioration immédiate des conditions de travail et de vie, il doit aussi être porteur à terme d'un projet de transformation sociale.

Autant de remarques qui semblent aujourd'hui loin des préoccupations de nombreux « dirigeants » syndicaux qui préfèrent faire évoluer le syndicalisme vers une forme d'accompagnement, de service, de cogestion et au mieux de revendication corporatiste, laissant aux partis politiques le rôle de la contestation et des choix sociétaires

Face aux évolutions du paysage syndical actuel, il semble alors nécessaire d'assumer une rupture avec les bureaucraties syndicales et les évolutions en cours. Cela passe, bien sûr, pour les anarchistes, par le refus de participer à la course aux postes de direction, de permanents syndicaux... et par le développement de pratiques et de dynamiques favorisant d'autres formes d'expressions syndicales.

L'objectif est donc, tout en respectant nos diversités d'implications et d'implantation, de favoriser la rupture avec les appareils confédéraux et leurs logiques de mutations/intégrations du syndicalisme afin de faire émerger une réelle force, ou du moins de réelles dynamiques, anarchosyndicalistes, à partir de l'existant, par développement ou par recomposition.

Encore une fois, « c'est reculer que d'être stationnaire » !

D. R.

La chasse aux pauvres

Le vide par le kärcher ou par le lance-flamme

Dans le genre odieux, le discours sur le nettoyage ethnique au kärcher est-il pris au pied de la lettre ? Oui : Michel Habig, maire UMP d'Ensisheim (commune du Haut-Rhin, 6700 habitants) n'apprécie pas l'installation, en octobre 2005, d'une douzaine de caravanes sur un terrain municipal. Pour lui, il ne s'agit pas de « gens du voyage, mais d'étrangers, pour certains en situation irrégulière ». Il se plaint auprès du préfet, qui envoie, le 11 janvier 2006, les gendarmes investir le campement sous prétexte de contrôle d'identité. Comme les Roms incriminés partent tôt le matin et reviennent tard le soir, les gendarmes, arrivés devant le camp, le trouvent désert. Après le départ de ces derniers, le maire de la ville décide d'agir et de « détruire ce bidonville par le feu » car, pour lui, « il s'agit d'un dépotoir, envahi de carcasses et autres épaves, d'une saleté repoussante ». Bilan : les caravanes flambent. Seuls restent intacts deux véhicules, les papiers et affaires des « résidants ». Tout le reste est détruit.

Une « mesure d'hygiène peu coûteuse »

Le maire prétend avoir agi par « mesure de salubrité et souci d'économie ». Pour lui, « tout transporter aurait nécessité des moyens techniques importants et non disponibles immédiatement, ainsi qu'un coût pour la collectivité ». Pourtant, aucun riverain ne s'était jamais plaint de leur présence. Pour le président de l'Association sociale nationale internationale tsigane, « ce que le maire a fait est hors de la compréhension humaine. Dans des caravanes, vivaient des vieux qui ne pouvaient plus bouger, ils auraient pu brûler vifs ! ». Ce n'est pourtant pas l'avis unanime : un patron de café et conseiller municipal, a déclaré dans le quotidien local l'*Alsace* : « Ce qui est arrivé est une satisfaction pour les gens. S'il devait y avoir une pétition, tout le monde la signerait. »

Un « nettoyage » sous la pression de l'opinion !

Pour autant, le Code pénal précise : « Une caravane est un domicile, comme une maison. » Mais, devant les caméras de TV, le maire ne semble pas concerné : « Je ne vois pas où est le problème, j'ai procédé à ce nettoyage, en raison de la pression de la population. Les véritables gens du voyage sont d'ailleurs les bienvenus à Ensisheim. »

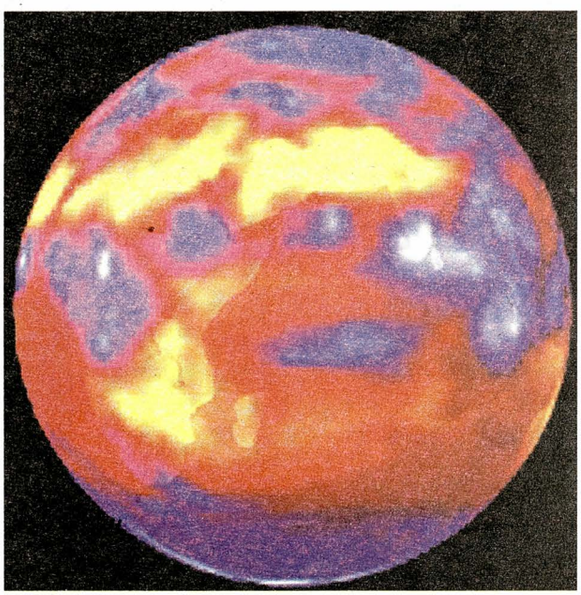
Ce qu'il oublie de dire, c'est que rien n'est prévu dans sa ville pour les accueillir, sinon, selon le président de l'Association des tziganes « un bout de terrain à côté des gravières et à proximité d'endroits où les boues malodorantes sont stockées ». Il faut dire que dans cette petite ville d'Alsace, le maire se définit comme appartenant à la « droite dure », tandis que l'extrême droite atteignait pratiquement 30 % aux dernières élections (quand on dit que les élections sont dangereuses...).

Mais, ne serait-ce pas, également, à force de laisser marteler des discours sur l'exclusion, exhortant à la xénophobie et banalisant le racisme, que les plus déjantés n'hésitent plus à passer directement à l'acte, et cela en toute impunité et sous l'œil bienveillant de la télévicon ? Ce qui rappelle une certaine Nuit de cristal, d'une triste mémoire, hélas trop récurrente !

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Réchauffement climatique

la croissance jusqu'au terminus ?



Alex

L'EFFET DE SERRE résulte de certains gaz présents dans l'atmosphère qui bloquent une partie du rayonnement solaire renvoyé par la Terre, et permet de maintenir à sa surface une température moyenne de 15 °C. L'emballement de l'activité humaine aggrave ce phénomène et provoque un réchauffement climatique global.

Si quelques-uns contestent encore cette affirmation [1], celle-ci fait l'objet d'un consensus aujourd'hui quasi absolu pour les climatologues: le 8 juin 2005, les académies des Sciences des pays du G8, du Brésil, de la Chine et de l'Inde, signaient une déclaration commune rappelant que « le changement climatique est une réalité ». [2]

Est en cause la consommation effrénée d'énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) qui accompagne le développement économique mondial. Le rejet de gaz carbonique contribue pour 60 % environ à l'effet de serre d'origine humaine. [3]

Alors que la concentration de ce gaz à effet de serre dans l'atmosphère n'avait jamais excédé plus de 290 parties par million en volume (ppm) pendant les 400 000 années précédant le début du XX[e] siècle [4], celle-ci a aujourd'hui dépassé 380 ppm. [5]

Dans le même temps, les températures terrestres moyennes sont en hausse: depuis les débuts des mesures météorologiques internationales en 1881, les cinq années les plus chaudes sont toutes postérieures à 1998 [6], le record venant encore d'être battu, selon la NASA, en 2005. [7]

Kyoto : des glaçons dans le fourneau...

Le protocole de Kyoto est entré en vigueur le 16 février 2005 et est devenu opérationnel le 30 novembre suite à sa ratification par la Russie. Il correspond à l'engagement de 34 pays industriels [8] de baisser leurs émissions de gaz à effet de serre de plus de 5 % d'ici à 2012 par rapport au niveau de 1990. Toutefois, cet engagement international a une valeur plus symbolique qu'une portée réelle.

Essentiellement parce qu'il se limite à des pays qui représentent seulement 33 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Les États-Unis n'ont pas ratifié le protocole, et les pays du Sud (Chine et Inde en tête), dont le développement est calqué sur le modèle insoutenable des pays riches, sont en dehors de son champ d'application.

Aussi parce que les transports aériens et maritimes internationaux sont exclus du décompte des gaz à effet de serre. Pourtant la part des émissions liées à l'aviation devrait atteindre 13 % des émissions mondiales en 2050, selon les prévisions du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). [9]

De plus, ces objectifs pourtant modestes ne seront très certainement pas respectés par leurs signataires.

Pour l'Union européenne, par exemple, la baisse des émissions de gaz à effet de serre atteint seulement 1,7 % fin 2003 contre un objectif prévu de 8 %. [10]

La France peine à respecter l'objectif pourtant minimaliste de stabilisation de ses

Alex, groupe libertaire d'Ivry. Anime l'émission « Les mangeux d'terre » sur Radio libertaire: tous les premiers lundis du mois entre 9h30 et 11 heures

émissions : en 2004, celles-ci ont baissé de 0,8 % seulement par rapport à 1990 [11], mais elles sont en hausse constante depuis 2002.

Au niveau mondial, le bilan est sans appel : dans un communiqué du 27 septembre 2005, l'Agence fédérale océanographique et atmosphérique américaine annonçait que les gaz à effet de serre émis dans le monde ont augmenté de 20 % entre 1990 et 2004 !

Les conférences internationales sur le climat passent, les problèmes restent...

Une bombe à retardement climatique ?

Le dernier rapport du GIEC [12] paru en 2001 faisait état, selon des scénarios plus ou moins consommateurs d'énergie, d'une augmentation des températures en 2100 comprise entre 1,4 et 5,8 °C par rapport à 1990.

Un nouveau rapport est en préparation pour février 2007. En 2005, deux études françaises menées par l'institut Pierre-Simon-Laplace et le Centre national de recherche météorologique convergent vers une augmentation maximale des températures de 4 °C d'ici à 2100 [13].

Mais d'autres prévisions sont plus alarmantes : une étude, coordonnée par l'université d'Oxford [14] portant sur 60 000 modèles climatiques tournant en réseau dans plus de 130 pays, donne une majorité de résultats compris entre + 4,2 °C et + 8 °C !

Un changement d'une telle rapidité est inconnu de l'espèce humaine, dont les chances de survie dépendraient alors de la capacité des écosystèmes à s'adapter à une modification brutale de l'atmosphère.

Par exemple, l'absorption du gaz carbonique par les océans entraîne une acidification susceptible de mettre en péril les écosystèmes marins, et notamment affecter le phytoplancton, premier maillon de la chaîne alimentaire. [15]

D'autres problèmes pourraient survenir comme les phénomènes dits de rétroaction positive. En clair, le réchauffement vient affecter les capacités d'absorption naturelles des capteurs de CO^2.

En Europe, les températures élevées de la canicule 2003 ont entraîné une réduction de la croissance végétale et amputé d'autant la capacité d'absorption du CO^2 des écosystèmes européens. [16]

De même, la fonte de 90 % du pergélisol des régions polaires arctiques, d'ici à 2100, pourrait relâcher dans l'atmosphère des milliards de tonnes de méthane, autre puissant gaz à effet de serre. [17]

Ces phénomènes qui commencent à être décrits, ne sont généralement pas pris en compte par les modèles les plus utilisés pour simuler le climat à l'horizon 2100.

De plus, la forte inertie des gaz à effet de serre fait que, même en arrêtant aujourd'hui d'en produire, la température continuerait d'augmenter et, en l'an 3000, des chercheurs estiment qu'il restera 20 % des gaz émis aujourd'hui, en raison des capacités limitées d'absorption de ces gaz par l'océan. [18]

Des objectifs quantitatifs clairs

Selon le Réseau action climat (RAC) France, une augmentation de température de 2 °C par rapport à la période pré-industrielle (qui aura de toute façon des conséquences graves pour des millions de personnes) est la limite à ne pas dépasser. Selon Jean Jouzel (climatologue, rapporteur du GIEC) : « La stabilisation des concentrations en gaz à effet de serre à un niveau d'environ 500 ppm exige de diviser par trois les émissions d'ici à 2100 » [19], cette réduction devant être plus importante pour les pays riches.

C'est un objectif de division par quatre des émissions (appelé « facteur 4 ») que l'État français a repris, de manière purement incantatoire, dans la loi de programme fixant les orientations énergétiques (dite loi POPE) du 13 juillet 2005. Un tel objectif est bien entendu incompatible avec la croissance et le capitalisme.

Pour mesurer l'effort à accomplir, le quota annuel à ne pas dépasser en 2050 pour satisfaire tous les besoins énergétiques d'un individu (500 kg de CO^2), est atteint aujourd'hui rien qu'en parcourant 4000 km, sans climatisation, avec la plus « verte » des voitures...

Depuis l'été 2004, l'État français s'est doté d'un « plan climat » qui s'attache avant tout à ne pas contrarier l'économie de marché. Notamment, aucun frein n'est mis à la progression des émissions des gaz à effet de serre liée aux transports (26 % des émissions) et à l'habitat (19 %), deux secteurs en progression de plus de 20 % par rapport à leur niveau de 1990. [20]

Le discours mis en avant par nos chantres de la croissance est celui qui vise à l'efficacité énergétique. Pas la peine de remettre en cause notre mode de vie, c'est encore une fois la technologie (biocarburants, moteurs à hydrogène, etc.) qui viendra nous sauver. [21]

En revanche sur la question de la sobriété énergétique, le silence est assourdissant. Et pour cause : par essence, la sobriété est incompatible avec la croissance ![22]

Une incohérence majeure

Résumons-nous. D'un côté, il est vital de baisser de 75 % nos émissions de CO^2 d'ici à 2050. De l'autre, l'Agence internationale de l'énergie prévoit une hausse de 60 % de la consommation d'énergie mondiale pour 2030, dont 85 % des besoins seraient couverts par des énergies fossiles [23] ; pour la France, un rapport prévoit une croissance annuelle des transports routiers et aériens respectivement de 1,8 et 3,1 % d'ici à 2025. [24]

En plus, il faudra répondre aux besoins de 2,5 milliards d'individus supplémentaires à l'horizon 2050...

Quant aux réserves énergétiques mondiales, celles-ci sont de l'ordre d'une cinquantaine d'années (pétrole, gaz et uranium) au rythme de consommation actuel. Mais avec la

croissance, c'est certainement beaucoup moins... La seule certitude, c'est que le capitalisme est parti pour tout claquer jusqu'à la dernière goutte ! Si tel était le cas, l'humanité ne s'en relèverait probablement pas.

Le développement durable ? quelle foutaise !

Les réformistes n'ont de cesse d'avancer leur solution miracle : le développement durable. Celui-ci prétend trouver un juste équilibre entre les sphères économiques, sociales et environnementales avec la sauvegarde de l'économie de marché posée en dogme absolu.

Or, nous l'avons vu, nous ne sommes pas en état de négocier quoi que ce soit avec l'atmosphère. Notre survie dépend de la santé et de la diversité de l'écosphère, c'est la condition première ; l'activité économique n'est, quant à elle, qu'une partie de notre vie sociale. Si nous voulons survivre au processus déjà enclenché du réchauffement, la sortie du capitalisme est impérative.

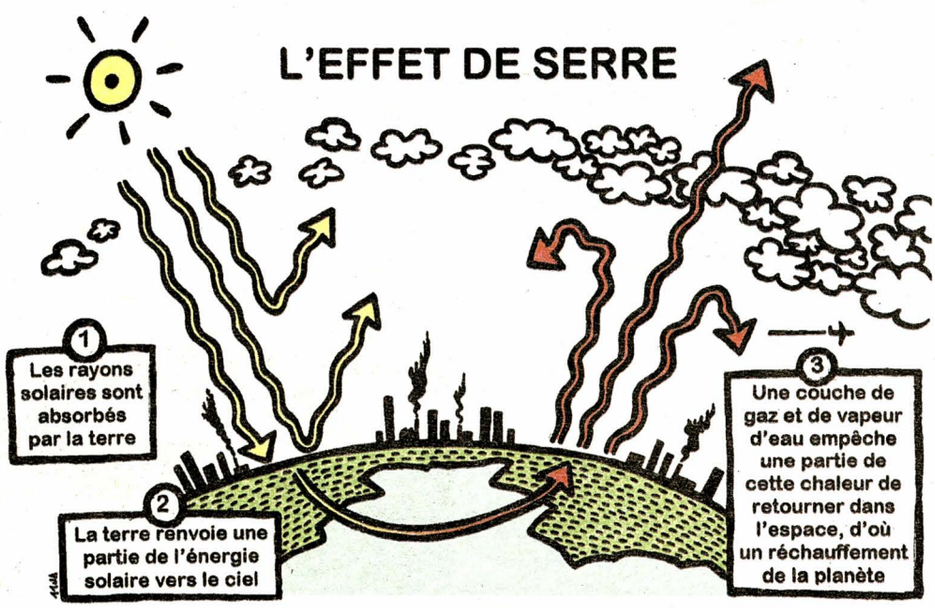
Nous devons nous engager dans un processus de décroissance. Celle-ci passe par des pratiques individuelles économes en énergie. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Pris isolément, les individus sont prisonniers des choix politiques faits au nom du capitalisme : publicité, culture du tout-bagnole, mondialisation des échanges qui multiplie le transport des marchandises, urbanisme, aménagement du territoire, etc.

La question est avant tout politique, et c'est sur ce terrain-là que se placent les anarchistes.

Plus que jamais, nous devons combattre ce système qui organise l'exploitation généralisée des êtres humains et des ressources.

Face au réchauffement climatique, nous devons œuvrer pour la décroissance, œuvrer à la construction d'une société sobre (réduisant la place du travail et la quantité de biens matériels), une société du juste effort : une société libertaire !

A.



1. Michael Crichton dénonce le mythe du réchauffement climatique dans son livre *État d'urgence*, paru le 16 janvier 2006 aux éditions Robert Laffont.

2. Rapporté par *le Monde* du 10 juin 2005.

3. Agence fédérale océanique et atmosphérique américaine (NOAA), Boulder, Colorado.

4. Variation de la concentration en gaz carbonique déduite de l'étude de la carotte de glace de 2 200 m de long extraite en Antarctique par une équipe franco-russe (Vostok). Source Météo France.

5. Agence fédérale océanique et atmosphérique américaine.

6. *Idem.*

7. *Libération*, 26 janvier 2006

8. *Journal de l'environnement* du 1er décembre 2005

9. *Libération* du 1er juin 2005.

10. Réseau action climat France, communiqué du 22 juin 2005.

11. Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES), 17 janvier 2006

12. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

13. *Le Monde*, 4 juin 2005

14. *Nature*, 27 janvier 2005, climateprediction.net

15. *Libération*, 24 septembre 2004.

16. Résultats d'une étude européenne dirigée par Philippe Ciais, *Libération* du 22 septembre 2005.

17. Étude publiée par l'US National Center for Atmospheric Research (NCAR), Le Devoir, Québec 28 décembre 2005

18. Selon Pascale Braconnot, citée par *le Monde* du 4 juin 2005.

19. *Libération*, 6 juin 2005

20. *Le Monde*, 18 janvier 2006

21. Or, dans le domaine des transports, tous les progrès de ces dernières décennies sur les moteurs ont été insuffisants à combler la course aux équipements (climatisation, grosses cylindrées) et surtout l'augmentation ahurissante des distances parcourues !

22. « Selon le cabinet Enerdata, qui publiait hier les données consolidées pour 2004 [...], l'augmentation de la consommation d'énergie, avec 3,6 %, "colle" à la croissance du PIB mondial, de 3,9 %. Le fameux découplage espéré entre les deux, signe de modernité technologique et de basculement vers les services, n'est donc pas au rendez-vous. [...] Un taux qui, poursuivi, dépasserait de très loin les scénarios pessimistes utilisés par les climatologues dans les simulations informatiques du climat futur. » *Libération* du 9 juin 2005.

23. Rapport du ministère des Transports paru le 26 octobre 2004.

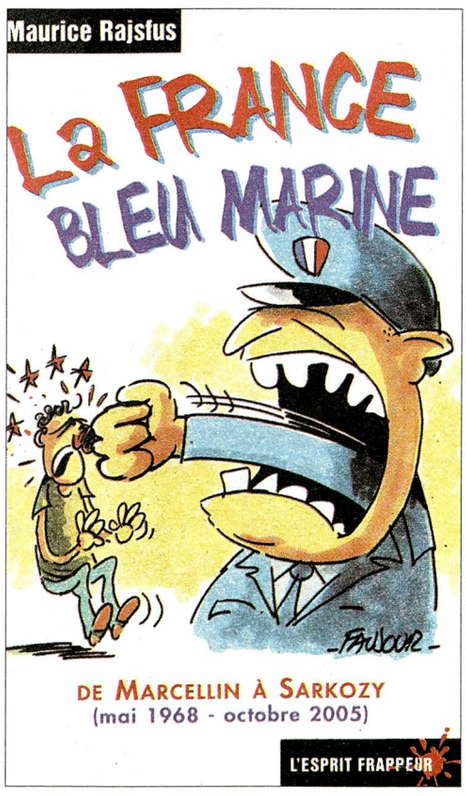
24. *Le Monde*, 9 décembre 2004.

Maurice Rajsfus

tenace tourmenteur de flics

Rencontre avec Maurice Rajsfus, à la librairie du *Monde libertaire*, le samedi 21 janvier sur le thème : « Les rafles, de Papon à Sarkozy ». Sujet approfondi dans son livre *la France bleu marine, de Marcellin à Sarkozy (mai 1968-octobre 2005)*, L'Esprit frappeur, 2005.

Sita Jacaré



PAR BEAUCOUP D'ASPECTS, notre époque ressemble à la période de l'Occupation, bien que nous soyons en démocratie : en novembre 2005, l'état d'urgence est décrété, et une pratique est devenue courante qui consiste à faire des rafles dans certains quartiers, contre les émigrés, d'Afrique noire et du Maghreb en général. Depuis l'automne, il y a eu vingt rafles : la police rafle tout ce qui ressemble à un émigré, le tri est fait après. Tout le monde est poussé dans une petite rue dont les deux bouts ont été bloqués. Ça rappelle de mauvais souvenirs : en 1942, la police procédait de la même façon... Aujourd'hui, les centres de rétention sont remplis avec les émigrés qui ne sont pas en règle.

En avril 1955, Edgar Faure était au gouvernement et faisait la guerre aux Algériens de France, de véritables provocations policières. Mais la population française n'a pas réagi, elle a subi sans rien dire ; il n'y a pas eu de résistance notable face à la répression menée contre les travailleurs algériens.

Le mouvement des banlieues d'aujourd'hui n'a pas fait monter particulièrement le racisme, bien qu'il ait été affirmé qu'il s'agissait de dealers, d'islamistes, etc. De plus, il y a eu cette calamiteuse loi sur les bienfaits de la colonisation...

Aujourd'hui, le racisme s'est transféré surtout vers les Africains noirs et les Arabes, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'antisémitisme pour autant. Il y a un problème de rejet par la couleur, mais à la fin du XIX[e] siècle, aux Italiens il était reproché d'accepter des salaires trop bas, d'amener avec eux leur curé ; en 1939, les Espagnols, les Allemands qui avaient fui l'Allemagne nazie, étaient stigmatisés – d'ailleurs, on les a mis dans des camps. Le problème de la couleur de peau est venu plus tard. Le racisme latent conforte le pouvoir et la police.

En 1936, des manifestants criaient : « La police, avec nous ! » ; à la Libération, pareillement, les flics, qui avaient servi la France vichyste, redevenaient la police républicaine (ça n'a d'ailleurs pas duré longtemps). De 1942 à 1944, nos policiers ont livré, toutes origines confondues, 250 000 personnes à la Gestapo, qui furent déportées [M. Rajsfus a été arrêté avec sa famille par des policiers français...]. En octobre 1961, les policiers font le même boulot. Les mêmes comportements se retrouvent, mais sont plus violents. Après avril 2002 et le départ de Jospin, des syndicats de policiers ont commencé à dire qu'ils avaient maintenant tous les droits, qu'en somme, depuis la Libération, il y avait eu un entracte mais que, désormais, il allait falloir filer doux.

Évidemment, aujourd'hui, nous avons la liberté de parler, d'écrire, mais c'est un peu « cause toujours, blablabla... », car les gens ont peur. Ils ont peur du chômage, de la précarisation, et donc malgré nos protestations, les gens ne réagissent pas.

La démocratie française en quelques chiffres

145 000 policiers nationaux et 15 000 emplois jeunes (ou adjoints de sécurité) ; 15 000 à 16 000 CRS, 100 000 gendarmes, dont 15 000 à 16 000 gendarmes mobiles, qui font le même travail que les CRS ; 20 000 dans les douanes, qui se conduisent mal et sont souvent armés ; 20 000 policiers municipaux, armés aussi en partie ; 250 000 militaires professionnels (depuis 2000, certains généraux ont fait savoir qu'on pouvait faire appel à eux pour l'« intérieur ») ; soit près de 600 000 en tout.

Il faut aussi compter les polices privées, les sociétés de sécurité, qui souvent embauchent des voyous qui s'en prennent aux SDF ; environ 120 000. Et puis, encore, d'autres polices privées : de la SNCF, la SUGE (Surveillance générale), qui comptait déjà 1 500 personnes et maintenant en comptera 2 500 avec Sarkozy ; du métro, le GPSR (Groupe de protection et de sécurité du réseau) ; des banques, des supermarchés, des grandes entreprises, etc. On peut encore rajouter les indics bénévoles, puis les indics rémunérés avec bulletin de salaire, les gardiens d'immeuble qui sont des auxiliaires de la police. « Un sur deux peut devenir flic et l'autre l'est peut-être déjà ! »

Le risque est grand que chacun devienne le flic de l'autre. La police comble un vide car, même à gauche, il n'y a pas de projet de société.

Aujourd'hui, quand on s'adresse à un policier, il y a très vite « outrage » ; si on insiste, si on intervient quand il y a un contrôle par exemple, c'est une « incitation à l'émeute », un « trouble à l'ordre public », avec éventuellement tabassage et trois mois de prison ! Les tribunaux de Bobigny sont encombrés de délits pour « outrage » ; si on regarde un policier verbaliser, on est suspect. La population s'est habituée à baisser la tête et, bientôt, il faudra saluer les flics dans la rue. En tout cas, il y a aujourd'hui criminalisation du mouvement social ; nous sommes dans un tel état de délabrement social dans ce pays ! L'individualisme est là, les gens ne voient souvent que leur propre intérêt. « Chassez le flic de votre tête » comme dit le slogan. La gauche veut paraître plus humaniste, mais elle fait le même travail.

Les politiques sécuritaires et leurs effets

En 1997, de retour de colloque sur la sécurité, le PS a annoncé que le sécuritaire était une valeur de gauche... À partir de 2000, avec Daniel Vaillant et la loi Sécurité quotidienne, la gauche s'est lancée dans une campagne sécuritaire effrénée pour faire barrage à la droite sur ce terrain ; ses alliés, Verts et PC, n'ont rien dit. Ce serait le rôle des partis dits de changement et d'une certaine presse d'interpeller les parlementaires au sujet du comportement des policiers, cela calmerait peut-être leurs ardeurs.

Dans la loi Perben, il y a une incitation à la délation. Il faut se rappeler que pendant l'Occupation, il y a eu 5,5 millions de lettres de délation. Depuis 1986, le nombre de dénonciations remonte en flèche dans les commissariats de police, contre les émigrés soupçonnés de n'être pas en règle.

Les propositions de Pasqua de 1993 – Pasqua, créateur du SAC (Service d'action civique) et de la BAC (Brigade anti-criminalité) – sont adoptées en 1994, sur les contrôles d'identité, le Code de la nationalité, la politique de maîtrise de l'immigration et la réforme du Code de procédure pénale. Et, depuis 2003, Sarkozy a mis la police sous pression, avec des obligations de résultat : primes au rendement, tant de PV et tant de délits par semaine, avec classement des commissariats.

Dans *la France bleu marine*, M. Rajsfus détaille l'évolution des ministres, de droite comme de gauche, chacun chaussant les bottes de son prédécesseur ; et le tout-sécuritaire s'installe petit à petit, avec parfois quelques ralentissements dus aux protestations. Le paysage syndical policier est passé en revue. On assiste à la création du syndicat FNP – Front national de la police, sous Jean-Louis Debré ; celui-ci, non seulement n'interdira pas ce syndicat, mais ce dernier recevra une dotation lui permettant de bénéficier de locaux et de permanents. Il faudra attendre mars 1997

Rafle de la police en octobre 1961.

pour qu'il soit enfin interdit. Fin janvier 1997, J.-L. Debré avait annoncé son intention de porter plainte systématiquement contre ceux qui se mettent à critiquer la police ! Seul problème : en démocratie, la critique n'est pas un délit.

Police et justice

Pour les juges et les procureurs, la police n'est a priori pas coupable ; quand il y a des témoins et que l'affaire arrive au tribunal, les peines ne sont jamais les mêmes, qu'il s'agisse d'un policier ou d'un civil. Un viol peut coûter jusqu'à vingt ans de prison, mais quand ce sont des policiers qui sont en accusation, il peut y avoir un non-lieu ou de la prison avec sursis ; on leur trouve diverses excuses. Actuellement, les policiers ne sont plus au service de la justice, c'est l'inverse : la justice est à leur service ! La police est quasi inattaquable, elle représente la loi puisque les policiers sont assermentés.

Y a-t-il une différence de comportement entre la police officielle et les polices privées ? Ces dernières font la nuit la chasse aux SDF et aux sans-papiers. Dans la plupart des grosses sociétés, les banques, les supermarchés, cependant, on emploie des Noirs, payés quatre sous, qui participent au contrôle des employés. Chevènement a créé les adjoints de sécurité, qui n'ont pas un comportement meilleur que celui des policiers, et l'arrivée des femmes dans la police n'a rien arrangé ; elles sont souvent plus abominables que les hommes, pour montrer qu'elles aussi sont capables !

À la même époque, la police commence son informatisation, avec des équipements qui se renouvellent constamment et sont à la pointe de la technologie. En particulier, il y a le STIC (système de traitement des infractions constatées) ; ce fichier comprend aussi bien le nom des coupables, des présumés coupables et des victimes que celui des témoins. La population entière est sous surveillance. De son côté, la gendarmerie, elle aussi, possède un fichier du même type.

Solidarité

En ce qui concerne la solidarité avec les persécutés, nous constatons une coupure : il y a peu de communication avec la classe pauvre, les émigrés. Le Français moyen est surtout dans les activités de service, dans la fonction publique ; les émigrés, eux, sont dans les emplois manuels. Les Français se sentent privilégiés et différents des autres. L'encadrement français dans les entreprises joue également un rôle policier vis-à-vis des émigrés. En 1944, quand les nazis ont instauré le Service du travail obligatoire (STO), ce sont les cadres des entreprises qui établissaient les listes ; actuellement, quand il y a « dégraissage » et qu'on s'en prend aussi à eux, alors ces cadres ne comprennent plus.

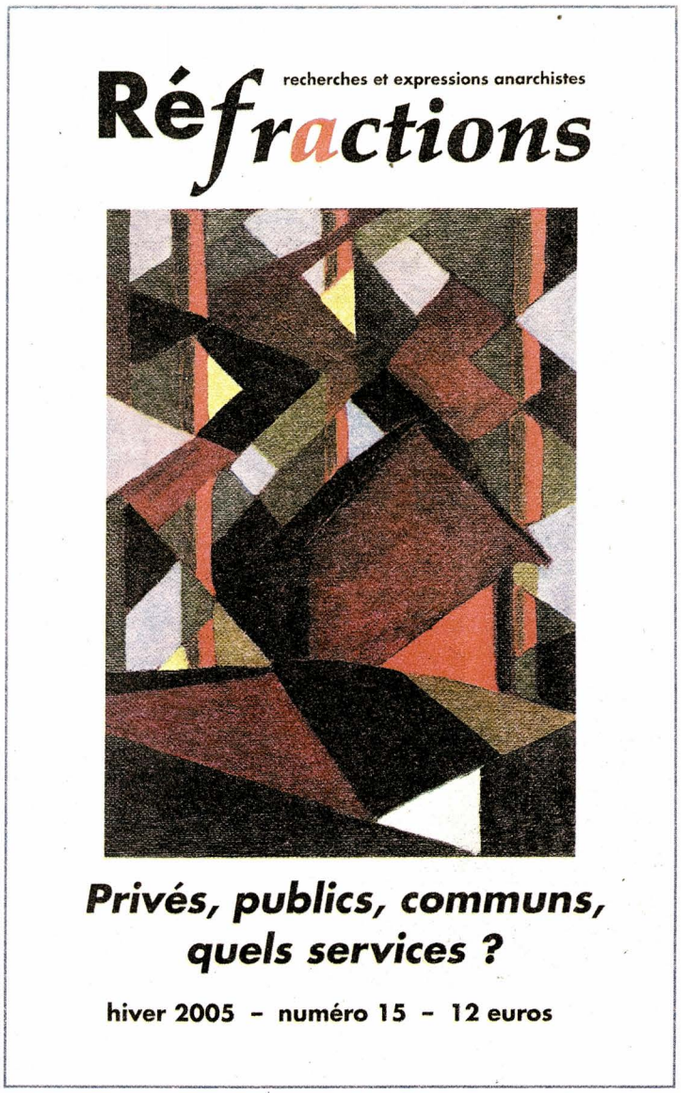
Pourtant, nous ne sommes pas condamnés à l'inaction. Il faut lutter contre la peur, contre l'individualisme ; cette peur de la précarité, alliée à la société de consommation, bloquent beaucoup d'énergie. Il faut lutter contre ça ! **S. J.**

Pour adhérer à l'Observatoire des libertés publiques (qui comprend le bulletin mensuel, *Que fait la police ?*) : 10 euros (minimum) à l'ordre de : Observatoire des libertés publiques, 7-9, passage Dagorno, 75020 Paris.

À lire également le livre de Loïc Wacquant, *les Prisons de la misère*.

Réfractions

Descendre dans la rue pour défendre les services publics ?



Les services publics traditionnels sont menacés de démantèlement complet. L'abaissement de la qualité de ces services et leurs dysfonctionnements fréquents sont le résultat d'une volonté politique: ils nous préparent à l'acceptation de privatisations successives, préalablement programmées par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Ce mouvement de privatisation s'accélère depuis la « fin du communisme »: l'État-providence que l'on prenait pour un acquis durable et une protection inexpugnable s'est brisé, comme le mur de Berlin en 1989.

Depuis une dizaine d'années, chaque nouvelle atteinte aux acquis sociaux comme aux structures publiques voit défiler, manifester et pétitionner force fonctionnaires, syndicats, représentants de partis, encartés ou non encartés, individus, usagères et usagers... en France comme ailleurs. Pendant la campagne préalable au référendum sur la ratification du projet de Constitution européenne, au printemps 2005, on est entré dans le nouveau chapitre des SIEG (Services d'intérêt économique général), le débat s'est généralisé, les résistances au démantèlement se sont multipliées. Il ne fait aucun doute que la situation est de plus en plus dramatique, la logique néolibérale s'appliquant à tout, obligeant tout à être concurrentiel. Les acquis que nous allons perdre étaient une base de combat. Mais rien de ce qui nous est « dû » n'est jamais garanti: ce sont les combats de la base qui préservent les acquis, jamais les lois ni les réglementations,

Des décennies d'acceptation générale (au sein même de la puissance publique) de la logique productiviste, après des décennies de mise à sac effrénée des ressources terrestres et du vivant au nom du progrès social - ici et si peu ailleurs -, au nom des avancées technologiques, scientifiques et militaires - ici plutôt qu'ailleurs -, et nous irions ensuite manifester? Pour en préserver les bénéfices secondaires, malgré toutes les destructions et la souffrance sociale engendrées par cette tutelle économique et politique? Les services publics: ça sert aussi à faire la guerre et les centrales nucléaires!

Ce numéro de *Réfractions* interroge nos contradictions, nos hésitations autour de l'organisation de services en commun, ce qui pose la question du rôle de l'État minimum. Que pourrait être le politique comme espace public, en dehors de l'État? Dans les services publics, tout n'est pas équivalent: même les libéraux demandent à l'État d'assumer certaines infrastructures fondamentales.

Nous ne pouvons donner de solution pour la situation future. Nous pouvons dire: nous voulons ceci, nous trouvons ça... mais sans bouleversement global de la société, il n'y a pas d'espace pour ce que nous voulons faire.

Qu'est-ce qui est en jeu dans la défense des services publics: le gagne-pain, le statut et l'emploi, les acquis sociaux, la défense des institutions « au service du public », ou encore les acquis sociaux? Et peut-on s'épargner le questionnement sur la définition des services publics? Publics parce qu'ils sont garantis et gérés par l'État et par ses collectivités locales, c'est-à-dire par procuration à des représentants politiques incontrôlables, et administrés par des employés assurés de leurs revenus mais aussi de la longueur de leur laisse et des mains qui la tiennent?

Aujourd'hui nous disons:

Chapeau à celles et à ceux qui luttent pour le maintien de services publics au service des citoyens, des habitants, des usagers, et pour le maintien des acquis sociaux des travailleurs. Mais cela ne suffit pas à garantir leur pérennité.

Chapeau à celles et à ceux qui sabotent les services publics existants, qui se chauffent au solaire et débranchent le compteur, qui prennent soin de leur santé sans recourir aux services hospitaliers, qui ne paient pas les transports publics et le disent ouvertement. Mais cela ne suffit pas à présenter une alternative généralisable.

Chapeau à celles et ceux qui luttent pour l'égalité des droits, pour les droits des étrangers et des femmes et des exclus, pour le maintien d'un coussin social. Mais cela ne garantit en rien la durée ni la portée de ce dernier.

Dans ce numéro, vous trouverez: une approche proudhonienne des services publics; les origines de la discussion sur ces services dans le mouvement anarchiste, un exposé sur « l'exception française » de la Fonction publique, des articles portant sur la problématique des transports, sur l'occupation du domaine public et le relais demandé aux associations, en matière de santé publique, des extraits d'un livre à paraître de Colin Ward sur l'approvisionnement et la gestion de l'eau, une mise en garde contre une banalisation de la notion de décroissance, une suite à la réflexion menée dans le numéro précédent sur la religion, un article sur la prison Abou Ghraib et les images de la torture. **D. H., M. E. et P. S.**

Clairvaux

L'appel des Dix

Non, décidément, la peine de mort n'est pas abolie en France. En effet, la mort lente en prison est beaucoup plus douloureuse que celle de la guillotine. Elle est infinie.

Dix prisonniers de Clairvaux ont envoyé une lettre dans laquelle ils revendiquent le droit d'être exécutés, plutôt que de pourrir à petit feu. Certains d'entre eux sont connus, comme Abdelhamid Hakkar. Plusieurs sont des combattants depuis de longues années.

Il nous est rappelé, commémoration à l'appui, que la peine de mort a disparu de l'arsenal répressif français. En réalité, mandatée par la Justice, l'Administration pénitentiaire, de manière sournoise, hypocrite et, surtout, cruelle, sadique et perverse, détruit au fil des années des milliers de femmes et d'hommes emmurés vivants.

Des ignorants votent pour des femmes et des hommes politiques. Ces derniers confient à la prison le soin de garder ceux qui dérangent, ceux qui, jour après jour, subissent la misère, la précarité, l'insécurité et les inégalités. D'où l'impression rassurante et très générale que ces exclus sont morts, puisqu'ils ont été rayés de toute structure sociale.

Certes, ils ont disparu. Ils ne sont pas morts, mais en train de mourir. Il est salutaire que, de temps en temps, certains d'entre eux nous sortent de notre « sommeil dogmatique ». Ils n'en peuvent plus de cette lente désintégration dans les oubliettes de la République. Encore faut-il que nous les entendions, ce qui n'est pas le cas du garde des Sceaux. Ce misérable exécutant prétend que ces détenus ont été manipulés par l'un d'entre eux et que, si on leur proposait d'être exécutés, ils refuseraient. C'est vraiment ne rien connaître des conditions de détention et s'en tenir au premier degré, dans un refus borné de décoder le message.

Ce petit soldat aux ordres est l'image même du cancre politique. Précisons à son intention que les détenus ont simplement voulu crier qu'ils souffrent plus au fil des années que s'ils avaient été coupés en deux.

C'est pourquoi nous tenons à dire, aux côtés des dix prisonniers de Clairvaux, qu'il est urgent de se reposer la question des longues peines. Ce n'est pas qu'un problème d'humanité. C'est une affaire de sécurité, soigneusement ignorée de ses chantres les plus médiatiques. La destruction irréversible inhérente aux peines perpétuelles, incompressibles ou de trente ans, génère de la haine, du désespoir et le désir de vengeance. Elle fabrique des bombes humaines. Allons-nous un jour nous mettre à penser ? Il est grand temps d'abolir la peine de mort, c'est-à-dire, d'abolir la prison.

Jacques Lesage de La Haye
Ras-les-Murs sur Radio libertaire

Radio libertaire

Jeudi 9 février

Si vis pacem : 18 heures à 19h30: Mouna contre la guerre en Tchétchénie Invité : Gérard Durand, Les Amis de la Vie.

Vendredi 10 février

Nuit Léo 38. Après « Ça booste sur les pavés » jusqu'au matin: avec les sons et les mots de toute l'équipe, spéciale Cortomaltese !

Samedi 11 février

Chronique syndicale de 11h30 à 13h30: Luttes et actualités sociales Invité : Roger Dadoun pour son livre *Manifeste pour une vieillesse ardente*.

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30: La question sociale, « Le syndicalisme alternatif : France, Espagne, Italie ».

La philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30: Les médias mis en cause autour du livre *Médias en campagne* en présence de Henri Maler et Antoine Schwartz.

Dimanche 12 février

Tempête sur les planches de 14 à 15h30: Tempête du rire poétique : avec les lycéens de Bagnolet, Pierre Soubestre est « Tout sauf con » et Jean-Michel Rabeux.

Désaxés de 20h30 à 22 heures: Le cinéma en zone libre Autour du film *9 m² pour deux*, documentaire-fiction sur l'univers carcéral.

Lundi 13 février

Agora libertaire de 18 à 19h30: le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste propose une émission autour de la pièce de Jean-Pierre Levaray *Des nuits en bleus*.

Le Monde merveilleux du travail de 19 à 21 heures: *France Soir* en cessation de payement ?: « La presse va mal, on le sait. »

Mardi 14 février

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 à 18 heures: Les choix musicaux de cette édition seront laissés à la discrétion DDD.

Pas de quartiers... de 18 à 19h30: L'émission fera le point en direct sur la situation et les luttes des sans-papiers. Tous à vos postes à galène !

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Vendredi 10 février

Besançon (25)

Réunion publique sur « L'anarchisme aujourd'hui, un projet social » organisée par le groupe Proudhon de la FA, à la Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, à 20h30.

Dimanche 12 février

Clermont-Ferrand

Concert avec Miss Goulash, Vialka turbo et Fantasmagoria gypsy. À 18 heures, 5 euros, au Raymond's Bar, 77, avenue E.-Michelin. http://activdtc.free.fr

Mercredi 15 février

Paris 11e

Débat autour du livre *ZUP! Petites histoires des grands ensembles* en présence de l'auteur, Fred Morisse, au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Jeudi 16 février

Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Jocelyn Bézecourt de 18 à 21 heures à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat : « Laïcité, athéisme et anticléricalisme », apéro, table de presse. Entrée libre.

Ivry-sur-Seine (94)

Spectacle en soutien à Radio Libertaire du jeudi 16 au samedi 18 février avec Tristan Corbière et Bernard Meulien qui viendront interpréter Gaston Couté, au forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, en face du vieux moulin. Métro Pierre-Curie ligne 7. Réservations au 0146726468.

Samedi 18 février

Paris 11e

Rencontre-débat autour du livre *Enquêtes sur la justice politique* de William Godwin en présence de Alain Thévenet qui a traduit le livre. À la librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot. Métro Oberkampf, République, ou Filles-du-Calvaires.

Montréal

Party-Lancement de livre anarchiste ! Présentation et commentaires du livre de Richard Day, *Gramsci is dead, Anarchist Currents in the Newest Social Movements* à partir de 19h30 à La Caserne, 3622, rue Hochelaga Est, en face du métro Joliette, ligne verte.

Manif en soutien aux sans-papiers Samedi 18 février

Depuis des années déjà, les gouvernements successifs ont intensifié la répression à l'égard des sans-papiers : arrestations, rafles expulsions se multiplient. Le dernier projet de loi de Sarkozy est pire encore que les précédents. Face à cela, organisons la riposte !

La Fédération anarchiste appelle à manifester le 18 février à Neuilly à 14 heures.

Vendredi 24 février

Paris 20e

Concert de soutien à la CNT STE 92 avec L'ennemi à l'Intérieur (rap musette), Les pelvis enragés (Rock pelvisien) à 19 heures, 5 euros, au 33, rue des Vignoles. Métro Buzental ou Avron.

Samedi 25 février

Bordeaux

À 19 heures : apéro-concert de soutien à la lutte zapatiste, organisé par le collectif Chiapas, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

Chelles (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique « Les Réfractaires à la guerre d'Algérie » avec André Bernard, à 20h30 au 1 bis, impasse Émilie, près de la gare RER E.

Mardi 28 février

Nîmes

L'Union régionale Sud de la FA vous invite à une conférence « Du développement à la décroissance » avec Jean-Pierre Tertrais, auteur d'une brochure parue aux Éditions du Monde libertaire, à 18h15 au Centre Pablo Neruda. Entrée libre, table de presse.

Mercredi 1er mars

Aubenas

L'Union régionale Sud de la FA vous invite à une conférence « Du développement à la décroissance » avec Jean-Pierre Tertrais, auteur d'une brochure parue aux Éditions du Monde libertaire, à 20 heures à l'Espace Combegayre, 18, avenue de Sierre. Entrée libre, table de presse.

Samedi 4 mars

Saint-Denis (93)

Colloque organisé par les Éditions CNT-RP et la CNT-93 : « Le syndicalisme révolutionnaire, la Charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière », le 4 et 5 mars à la Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin. M° Porte-de-Paris.

Lundi 6 mars

Paris 3e

Cours gratuit de droit du travail sur la rupture du contrat de travail de 19 à 21 heures à la Bourse du Travail, Salle « Léon Jouhaux », 67, rue de Turbigo.

agenda

Let's cut ourselves free from AUTHORITY